CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 52.675/VR
du 5 février 2013

sur

- un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération du 23 juillet 2012 visant à créer un Centre interfédéral pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 52.675/VR
van 5 februari 2013

over

- een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 23 juli 2012 tot oprichting van een interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en Bestrijding van Discriminatie en Racisme'

Le 28 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Égalité des chances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours [(*)], sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération du 23 juillet 2012 visant à créer un Centre interfédéral pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations'.

L'avan-projet a été examiné par les chambres réunies le 5 février 2013. Les chambres étaient composées de Marnix VAN DAMME, président de chambre, président et YVES KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH et Jeroen VAN NIEUWENHOVE, conseillers d'État, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Christian BEHRENDT et Johan PUT, assesseurs, Wim GEURTS et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section et Wouter Pas, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jeroen VAN NIEUWENHOVE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 février 2013.

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

*

Op 28 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Gelijke Kansen verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertif dagen(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 23 juli 2012 tot oprichting van een interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en Bestrijding van Discriminatie en Racisme'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 5 februari 2013. De verenigde kamers waren samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, voorzitter en Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH en Jeroen VAN NIEUWENHOVE, staatsraden, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Christian BEHRENDT et Johan PUT, assessoren, Wim Geurts en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd et Wouter Pas, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jeroen VAN NIEUWENHOVE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 februari 2013.

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

*

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

1. L'avant-projet de loi a pour objet de porter assentiment à l'accord de coopération 'visant à créer un Centre interfédéral pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations', conclu entre l'autorité fédérale, les régions et les communautés le 23 juillet 2012.

Le Centre interfédéral pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations (ci-après : le Centre interfédéral) est créé sous la forme d'une institution commune au sens de l'article 92*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'. Le Centre interfédéral est doté de la personnalité juridique (article 2 de l'accord de coopération).

Le Centre interfédéral a pour missions, d'une part, de promouvoir l'égalité des chances prenant en considération la diversité dans notre société et de combattre toute forme de discriminations, de distinction, d'exclusion, de restriction, d'exploitation ou de préférence fondée sur un certain nombre de critères protégés énumérés dans l'accord de coopération, et, d'autre part, de remplir les tâches prévues à l'article 33, § 2, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée à New-York le 13 décembre 2006 [1] (article 3, § 1er). Le Centre interfédéral collabore avec les associations, institutions, organes et services qui, en tout ou en partie, accomplissent les mêmes missions ou sont directement concernés par l'accomplissement de ces missions (article 3, § 2). Par ailleurs, le Centre interfédéral est indépendant, conformément à ce qu'il est convenu d'appeler les « Principes de Paris » [2] (article 3, § 3).

Le Centre interfédéral peut effectuer des études et des recherches (article 4) et est habilité à formuler des avis et des recommandations et à prêter assistance sous la forme d'informations et de conseils. Outre une mission de soutien et d'information, le Centre interfédéral peut également organiser des actions de sensibilisation (article 5) et fait annuellement rapport aux différents parlements et gouvernements (article 7).

Le Centre interfédéral doit créer tant un point de contact central que des points de contact au niveau local en vue de garantir un accès aisé pour le citoyen. Après réception et traitement d'un signalement, le Centre interfédéral peut tenter une mission de conciliation et de médiation et peut, avec l'accord de la personne qui a effectué le signalement, ester en justice ou, si la victime est inconnue, ester en justice dans plusieurs litiges dans le cadre d'un certain nombre de lois, décrets et ordonnances énumérés dans l'accord de coopération [3]. Les procédures précitées ne peuvent être entamées qu'après l'autorisation expresse de la victime de la discrimination, du moins si elle est connue (article 6).

---

[1] Cette disposition est rédigée comme suit : « Les États Parties, conformément à leurs systèmes administratif et juridique, maintiennent, renforcent, désignent ou créent, au niveau interne, un dispositif, y compris un ou plusieurs mécanismes indépendants, selon qu'il conviendra, de promotion, de protection et de suivi de l'application de la présente Convention. En désignant ou en créant un tel mécanisme, ils tiennent compte des principes applicables au statut et au fonctionnement des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme ».

[2] Voir à propos de ces principes et leur mise en œuvre dans l'accord de coopération, les observations 2 à 5.

[3] En ce qui concerne le choix de ces normes de droit, voir l'observation 12.

Le Centre interfédéral est géré par un conseil d'administration interfédéral composé paritairement sur le plan linguistique, qui comprend dix membres désignés par la Chambre des représentants et dix membres, dont quatre désignés par le Parlement flamand, deux par le Parlement wallon, deux par le Parlement de la Communauté française et deux par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. En outre, en ce qui concerne les débats au sein du conseil d'administration interfédéral et les décisions dans les matières qui concernent les compétences de la Communauté germanophone, un membre, désigné par le Parlement de la Communauté germanophone, siège également au conseil d'administration interfédéral. Un quota de genre est également prévu (article 8, § 1er [4]). Les membres du conseil d'administration interfédéral sont désignés sur la base de leur compétence, de leur expérience, de leur indépendance et de leur autorité morale et sont issus du monde académique, judiciaire, de la société civile et des partenaires sociaux. Le conseil d'administration interfédéral et les chambres, qui en sont l'émanation, doivent être composés de la manière la plus pluraliste possible (article 8, § 2). Outre la composition plénière, le conseil d'administration interfédéral comporte également plusieurs chambres : une chambre fédérale (dix membres), une chambre flamande (quatre membres), une chambre francophone (quatre membres auxquels s'ajoute le cas échéant le membre germanophone) et une chambre bruxelloise (deux membres). Les parlements concernés peuvent augmenter le nombre de membres de ces chambres jusqu'à quinze membres au maximum, mais ces membres supplémentaires ne siègent pas au conseil d'administration interfédéral (article 8, § 3).

Le conseil d'administration interfédéral est présidé par deux coprésidents, qui alternent la fonction de président et de vice-président chaque année (article 8, § 4). Les coprésidents et les membres sont désignés pour une période de six ans et leur mandat est renouvelable deux fois (article 8, § 5). Il est prévu un système de suppléance et plusieurs incompatibilités (article 8, §§ 6 et 7). Le conseil d'administration fixe un dispositif relatif aux jetons de présence et aux frais de déplacement (article 8, § 8).

Par ailleurs, l'accord de coopération règle la manière dont les décisions sont prises au sein du conseil d'administration interfédéral et des chambres (article 9, §§ 1er, 2 et 4). Les compétences du conseil d'administration interfédéral sont également réglées (article 10, §§ 1er et 2). Le conseil d'administration interfédéral établit un règlement d'ordre intérieur (article 10, § 3).

Les dossiers sont répartis entre les chambres selon la réglementation pour laquelle celles-ci possèdent une compétence exclusive. Le conseil d'administration interfédéral est compétent pour les dossiers relatifs à une compétence partagée et pour les litiges entre deux chambres (article 9, § 3), ainsi que pour la prise d'initiatives communes dans des matières qui sont du ressort respectif des chambres pour lesquelles une majorité des membres d'une ou plusieurs chambres effectue une demande de traitement commun (article 10, § 2, dixième tiret). L'accord de coopération définit également les différentes compétences des chambres (article 10*bis*).

Par ailleurs, l'accord de coopération contient encore des dispositions relatives au Collège de deux codirecteurs et aux coordinateurs qui les assistent (article 11), au personnel du

[4] La mention « § 1er » est manquante, tant dans le texte français que dans le texte néerlandais de l'article 8 de l'accord de coopération.

Centre interfédéral (articles 12 et 13), au contrôle budgétaire et au contrôle des comptes (article 14) ainsi qu'au financement et au budget (article 15).

Enfin, l'accord de coopération comporte encore un certain nombre de dispositions transitoires et d'entrée en vigueur (article 16).

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

A. L'insertion du Centre interfédéral dans son environnement institutionnel au regard des « Principes de Paris ».

2. À l'occasion de son avis 48.858/AG [5] donné le 7 décembre 2010, l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État a rappelé l'existence de diverses recommandations qui ont été formulées [6] – entre autres à l'intention spécifique de la Belgique [7] – en vue que les États se dotent d'une « Institution nationale des droits de l'Homme » répondant aux spécifications contenues dans ce qu'il est convenu d'appeler les « Principes de Paris ».

Récemment encore, la Déclaration de Brighton (avril 2012) invita les États membres du Conseil de l'Europe à « envisager d'établir, si [ils] ne l'ont pas encore fait, une institution nationale indépendante chargée des droits de l'homme » [8].

[5] Avis 48.858/AG donné le 7 décembre 2010 sur une proposition de loi 'créant une Commission fédérale des droits de l'homme', *Doc.parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 53-418/2.

[6] Pour un inventaire des normes de droit contraignantes et des instruments de *soft law* existant en ce sens, voir FRA, *National Human Rights institutions in the EU Member States. Strenghtening the Fundamental Rights Architecture in the EU,* 2010 ; S. Sottiaux et J. Vrielink, *'Institutionalisering' van Gelijkheid en Mensenrechten. Gelijkheidsorganen en mensenrechteninstellingen in Vlaanderen en België*, Intersentia, Oxford, 2012, p. 5 et s.

[7] CCPR, observations finales sur le 5e rapport périodique de la Belgique (2010) , CCPR/C/Bel/CO, 5, pt. 8 ; CAT, observations finales sur le 2e rapport périodique de la Belgique (2009), CAT/C/BEL/CO/2, pt. 12 : CEDAW, observations finales sur les 5e et 6e rapports périodiques de la Belgique (2008), CEDAW/C/BEL/CO/5, pt. 33-34 ; CERD, observations finales sur les quatorzième et quinzième rapports périodiques de la Belgique (2008), CERD/C/BEL/CO/15, pt. 10 ; ECOSOC, observations finales sur le 3e rapport périodique de la Belgique (2008), E/C.12/BEL/CO/3, pt. 26.

[8] *Conférence sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'Homme – Déclaration de Brighton,* pt. 9, *c,* i) http://www.coe.int/fr/20120419-brighton-declaration.

L'avis précité décrivait en ces termes la portée des « Principes de Paris », et notamment les exigences qui s'en déduisent quant aux missions dont doivent être investies les « Institutions nationale des droits de l'Homme » :

> « Les 'Principes de Paris' ('Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme') (…) est un texte élaboré en 1991 par plusieurs institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme à l'occasion de leur première rencontre internationale, qui fut approuvé ensuite au niveau des Nations Unies tant, en 1992, par sa Commission des droits de l'homme [9] que par son Assemblée générale, en 1993 [10-11]. D'autres documents internationaux y font également référence [12]. Lors de l'approbation des 'Principes de Paris' par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993, celle-ci s'est déclarée notamment '[c]onvaincue du rôle important que des institutions peuvent jouer au niveau national s'agissant de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que de faire plus largement connaître ces droits et libertés et d'y sensibiliser l'opinion'.
>
> Ces 'Principes' sont divisés en quatre parties : 'Compétence et attributions', 'Composition et garanties d'indépendance et de pluralisme', 'Modalités de fonctionnement' et 'Principes complémentaires concernant le statut des institutions ayant des compétences à caractère quasi juridictionnel'. Il serait opportun que les travaux parlementaires portant sur la proposition à l'examen publient le texte de ces 'Principes'.
>
> 2. Les 'Principes de Paris' n'ont aucune valeur juridique contraignante et peuvent être rattachés à ce que l'on dénomme la *soft law* en matière de droits de l'homme. Il n'y a donc aucune obligation pour la Belgique de souscrire aux recommandations figurant dans ce texte, même s'ils peuvent contribuer à assurer l'effectivité des instruments européens et internationaux en matière de droits de l'homme [13].
>
> Ainsi que l'expose l'Agence européenne des droits fondamentaux dans son rapport précité, 'National Human Rights Institutions in the EU Member States - Strengthening the fundamental rights architecture in the EU',
>
> 'The Paris Principles […] are the main normative source for [National Human Rights Institutions (NHRIs)], establishing minimum standards required for their effective functioning. […] The [International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC)] applies these Principles as

[9] *Note 9 de l'avis cité :* Comm. D.H. ONU, résolution 1992/54, 3 mars 1992, E/COMMISSION.4/RES/1992/54.

[10] *Note 10 de l'avis cité :* Assemblée générale ONU, résolution 48/134, 20 décembre 1993, A/RES/48/134.

[11] *Note 11 de l'avis cité :* G. de Béco, « La contribution des institutions nationales des droits de l'homme au renforcement de l'efficacité de la Cour européenne des droits de l'homme », *Rev. trim. dr. h.*, 2009, pp. 165 à 194, spéc. pp. 166 à 169.

[12] *Note 12 de l'avis cité :* Voir notamment ci-après le rapport « National Human Rights Institutions in the EU Member States - Strengthening the fundamental rights architecture in the EU » de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

[13] *Note 13 de l'avis cité :* J. Lynch, « Fifteen Years after Vienna: The Role of National Human Rights Institutions », *in* W. Benedek e.a. (éds.), *Global Standards – Local Action: 15 Years Vienna World Conference on Human Rights*, Wien-Graz, Neuer Wissenschaftlicher Verlag, p. 164. Cet auteur expose que, même si ces « Principes » sont dépourvus de force obligatoire, « in practice a country's policy choices are now limited […]. [T]oday it can be said that a legitimate human rights institution can only one that conforms fully with the Paris Principles ». Voir aussi Agence européenne pour les droits fondamentaux, « National Human Rights Institutions in the EU Member States ». Strengthening the fundamental rights architecture in the EU », http://www.fra.europa.eu/fraWebsite/research/publications/publications_per_year/publications_per_year_en.htm, p. 18.

benchmarks to determine the accreditation status of NHRIs (as well as re-accreditation or special review, see below). A-status accreditation, meaning full membership in the ICC, provides the right to speak in international fora, for example the UN Human Rights Council. As B-status entails only partial compliance with the Principles, no voting rights in the ICC are granted and such institutions only have the right to attend sessions of the UN Human Rights Council without the possibility to make interventions' [14].

Dans le plan d'action joint à la Déclaration d'Interlaken signée par les États membres du Conseil de l'Europe et parties à la Convention européenne des droits de l'homme, réunis en Conférence,

' 4. [celle-ci] rappelle la responsabilité première des États parties de garantir l'application et la mise en œuvre de la Convention, et, en conséquence, appelle les États parties à s'engager à :

a) continuer à renforcer, le cas échéant en coopération avec leurs institutions nationales des droits de l'homme ou d'autres organes, la sensibilisation des autorités nationales aux standards de la Convention et d'assurer l'application de ceux-ci' [15].

3. Il ressort de ce qui précède qu'un certain nombre de conséquences concrètes découlent du respect ou non des 'Principes de Paris' par les États.

Ainsi, par exemple, actuellement, les institutions belges de protection et de promotion des droits de l'homme ne sont pas reconnues par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme comme bénéficiant du statut A ; le Centre belge pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme s'est vu reconnaître le statut B.

Sur le principe, la proposition à l'examen tend opportunément à mettre en œuvre les recommandations européennes et internationales précitées.

4. La question demeure toutefois si, malgré la création d'une institution nationale à compétences larges, comme celle qui fait l'objet de la proposition à l'examen, il est tenu compte de manière suffisante de certains des 'Principes de Paris'.

Il convient de constater qu'au niveau fédéral, outre le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (…), les organismes suivants, se rattachant également à la protection et à la promotion des droits de l'homme, coexistent : le Conseil supérieur de la Justice, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, la Commission nationale pour les droits de l'enfant, la Commission de la protection de la vie privée, etc. Des institutions comparables ont été érigées au niveau des entités fédérées, comme par exemple le délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant ou le 'Vlaamse Kinderrechtencommisaris'.

Or, selon les 'Principes de Paris', 'les institutions nationales sont dotées d'un mandat aussi étendu que possible' [16] et ce sont '*toutes* [les] questions relatives à la protection et à la promotion des droits de l'homme' qui devraient être attribuées aux institutions nationales en question [17]. Le texte considère également qu'à tout le moins, dans le cadre de son fonctionnement, l'institution nationale doit, entre autres, '[…] [e]ntretenir une concertation avec les autres organes juridictionnels ou non, chargés

[14] *Note 14 de l'avis cité : Loc. cit.*, p. 18.

[15] *Note 15 de l'avis cité :* Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme, Déclaration d'Interlaken, 19 février 2010, plan d'action, « B. Mise en œuvre de la Convention [européenne des droits de l'homme] au niveau national », § 4.

[16] *Note 16 de l'avis cité :* « Principes de Paris », « A. Compétences et attributions », § 2.

[17] *Note 17 de l'avis cité : Ibid.*, § 3, a (italiques ajoutés).

de la promotion et de la protection des droits de l'homme (notamment ombudsmen, médiateurs, ou d'autres organes similaires)' [18].

Le rapport précité de l'Agence européenne des droits fondamentaux expose également ce qui suit :

- 'This is not to say that specialised bodies, such as equality bodies or data protection authorities, should inevitably be part of a single NHRI. Yet, there is a need for an overarching body that can ensure that all issues are addressed by some entity, that gaps are covered and that human and fundamental rights are given due attention in their entirety' [19].

- 'To ensure that fundamental rights for the people living in Europe are real, there is a need for a stronger fundamental rights architecture, that can offer a 'one-stop-shop' or at least a portal to a set of institutions and mechanisms, that is sufficiently independent and empowered, and that can make a genuine difference on the ground' [20].

La proposition ne rencontre pas ces préoccupations. Si le législateur maintient les institutions existantes de protection et de promotion sectorielle des droits de l'homme, ce qu'il est d'ailleurs tenu de faire lorsqu'il s'agit d'institutions consacrées par la Constitution, comme le Conseil supérieur de la Justice [21-22], il conviendrait à tout le moins que leur relation avec l'institution nationale dont la création est envisagée soit organisée.

Le rapport précité de l'Agence européenne des droits fondamentaux expose à cet égard ce qui suit :

'the establishment of an NHRI should support and connect the work already in existence by ensuring a coherent, coordinated, and comprehensive approach to human rights promotion and protection. Furthermore the experience gained in other bodies should also be capitalised upon. This could be done by ensuring that these entities are represented in the NHRI, or that coordination between these bodies is secured by an NHRI with an overarching mandate' [23].

La disposition figurant à l'article 3, e, de la proposition, selon laquelle '[l]a Commission fédérale des droits de l'homme a pour missions de : […] e) coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et tout autre organisme des Nations Unies, les institutions internationales et nationales qui ont compétence dans les domaines de la promotion et de la protection des droits de l'homme', est à cet égard insuffisante »[24].

---

[18] *Note 18 de l'avis cité : Ibid.*, « C. Modalités de fonctionnement », littera f.

[19] *Note 19 de l'avis cité :* Agence européenne pour les droits fondamentaux, « National Human Rights Institutions in the EU Member States. Strengthening the fundamental rights architecture in the EU », http://www.fra.europa.eu/fraWebsite/home/home_en.htm, p. 7.

[20] *Note 20 de l'avis cité : Ibid.*, p. 8.

[21] *Note 21 de l'avis cité :* Article 151, §§ 2 et 3, de la Constitution.

[22] *Note 22 de l'avis cité :* Il va de soi que le législateur fédéral ne pourrait pas davantage mettre en question unilatéralement l'existence d'institutions comparables créées par les communautés et les régions, dont des exemples sont donnés ci-avant.

[23] *Note 23 de l'avis cité : Loc. cit.*, p. 54.

[24] *Doc. parl.*, Chambre, 2010-11, n° Doc 53-418/2.

En sens identique, une étude publiée en 2010 sous l'égide de l'*Office of the High Commissioner for Human Rights* [25] notait ce qui suit :

> « An increasingly common phenomenon is multiple institutions in the same country with responsibility for promoting and protecting specific rights (e.g., rights related to gender, children or indigenous peoples).
>
> Coordination among such NHRIs is recommended so that their functions and powers are used in a way that ensures the protection and promotion of human rights. The International Coordinating Committee and its Sub-Committee on Accreditation have acknowledged this development, which occurs in several regions of the world, and noted that when dealing with multiple national institutions, there are demonstrated strategies for improving collaboration, including memorandums of understanding or other agreements to address overlaps of competences and handle complaints or issues, and informal arrangements in which institutions transfer individual cases to the most relevant mechanism. This is the case in some countries where ombudsman institutions and NHRIs coexist (although care should be taken to ensure that complainants are not sent from pillar to post) ».

3. Il ressort du dossier joint à la demande d'avis que le Centre interfédéral n'a pas pour vocation d'assumer à lui seul l'ensemble des missions dont les « Principes de Paris », ci-avant interprétés, commandent d'investir une « Institution nationale des droits de l'Homme ». Les attributions du Centre interfédéral, détaillées à l'article 3 de l'accord de coopération, se situent en deçà de ce qu'il y a lieu d'entendre par « un mandat aussi étendu que possible » couvrant « toutes [les] questions relatives à la protection et à la promotion des droits de l'homme », au sens desdits Principes.

Si l'article 3, § 3, de l'accord de coopération entend faire référence aux « Principes de Paris », c'est uniquement pour leur emprunter l'exigence d'indépendance dont le Centre interfédéral devra faire montre dans l'exercice des missions qui lui sont confiées.

Selon la « note de Principe » datée du 18 juillet 2012, jointe à la demande d'avis, la création du Centre interfédéral et du Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des être humains, constitue une étape dans un processus institutionnel encore inachevé. L'étape suivante serait l'interfédéralisation de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, à opérer par accord de coopération sur le modèle suivi pour le Centre interfédéral. L'étape ultime serait quant à elle la création d'un « Institut coupole pour les Droits de l'Homme », à savoir un « organisme interfédéral des droits de l'Homme » créé « en concertation avec les Communautés et Régions » et tenant compte des « organismes existants ». Selon la note précitée, « l'organisme coupole comprendra le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations, ainsi que l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et le Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains, et il donnera suffisamment de visibilité pour les groupes cibles tels que les enfants, les personnes handicapées […]. Il sera tenu compte d'autres organismes existant, au niveau fédéral et au niveau des entités fédérées, exerçant déjà un mandat de droits de

[25] UN, OCHHR (2010), *National Human Rights Institutions – History, Principles, Roles and Responsabilities,* Professional Training Series n°4 (Rev. 1), HR/P/PT/4/Rev. 1, United Nations Publication, New York/Genève, p. 19.

l'Homme ».

Il ressort des développements ci-dessus (n° 2) que les « Principes de Paris » n'excluent pas *a priori* qu'une « Institution nationale des droits de l'Homme » repose sur une structure multi-institutionnelle. Pour le reste, et faute de disposer à ce stade de données suffisantes à cet effet, il n'appartient pas à la section de Législation de se prononcer de manière précise, exhaustive et définitive sur la conformité auxdits Principes de la structure multi-institutionnelle concrètement esquissée par la note de principe mentionnée plus haut.

En tout état de cause cependant, il apparaît d'emblée à la section de législation que cette conformité sera mieux assurée si chacune des institutions appelées à former cette structure voit ses missions clairement délimitées par rapport à celles des autres – compte dûment tenu des règles qui répartissent les compétences pertinentes en la matière entre l'État, les communautés et les régions -, et repose, dans son propre fonctionnement interne, sur une répartition suffisamment nette des attributions entre les différents organes qu'elle comporte. Pareille transparence dans la délimitation des missions et la répartition des attributions conditionne non seulement l'efficacité de la coordination au sein de la structure multi-institutionnelle envisagée, mais aussi l'accessibilité de cette dernière par celles et ceux au profit desquels elle est mise en place. C'est à la lumière de ce constat que sont formulées diverses observations particulières du présent avis, ainsi que les observations générales de l'avis 52.676/VR sur avant-projet de loi 'adaptant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme en vue de le transformer en un Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains' donné ce jour.

B. L'indépendance du Centre interfédéral et la pluralisme de la composition de ses organes

4. Comme mentionné ci-dessus, l'article 3, § 3, de l'accord de coopération dispose que le Centre interfédéral exerce ses missions en toute indépendance, conformément aux « Principes de Paris ». La nécessité de respecter l'exigence d'indépendance issue desdits Principes s'impose en droit à la Belgique, dès lors que celle-ci entend faire du Centre interfédéral l'institution en charge des missions visées à l'article 13 [26] de la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 'relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race et d'origine ethnique', et à l'article 33, alinéa 2 [27], de la Convention des

[26] « 1. Les États membres désignent un ou plusieurs organismes chargés de promouvoir l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique. Ils peuvent faire partie d'organes chargés de défendre à l'échelon national les droits de l'homme ou de protéger les droits des personnes.
2. Les États membres font en sorte que ces organismes aient pour compétence :
- sans préjudice des droits des victimes et des associations, organisations et autres personnes morales visées à l'article 7, paragraphe 2, d'apporter aux personnes victimes d'une discrimination une aide indépendante pour engager une procédure pour discrimination,
- de conduire des études indépendantes concernant les discriminations,
- de publier des rapports indépendants et d'émettre des recommandations sur toutes les questions liées à ces discriminations ».

[27] « Les États Parties, conformément à leurs systèmes administratif et juridique, maintiennent, renforcent, désignent ou créent, au niveau interne, un dispositif, y compris un ou plusieurs mécanismes indépendants, selon qu'il conviendra, de promotion, de protection et de suivi de l'application de la présente Convention. En désignant ou en créant un tel mécanisme, ils tiennent compte des principes applicables au statut et au fonctionnement des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme ».

Nations-Unies 'relative aux droits des personnes handicapées'.

Selon les « Principes de Paris »,

« 1. La composition de l'institution nationale et la désignation de ses membres, par voie élective ou non, doivent être établies selon une procédure présentant toutes les garanties nécessaires pour assurer la représentation pluraliste des forces sociales (de la société civile) concernées par la protection et la promotion des droits de l'homme, notamment par des pouvoirs permettant d'établir une coopération effective avec, ou par la présence, de représentants :

- Des organisations non gouvernementales compétentes dans le domaine des droits de l'homme et de la lutte contre la discrimination raciale, des syndicats, des organisations socio-professionnelles intéressées, notamment de juristes, médecins, journalistes et personnalités scientifiques ;

- Des courants de pensées philosophiques et religieux ;

- D'universitaires et d'experts qualifiés ;

- Du parlement ;

- Des administrations (s'ils sont inclus, ces représentants ne participent aux délibérations qu'à titre consultatif).

2. L'institution nationale dispose d'une infrastructure adaptée au bon fonctionnement de ses activités, en particulier de crédits suffisants. Ces crédits devraient avoir notamment pour objet de lui permettre de se doter de personnel et de locaux propres, afin d'être autonome vis-à-vis de l'État et de n'être soumise qu'à un contrôle financier respectant son indépendance.

3. Pour la stabilité du mandat des membres de l'institution, sans laquelle il n'est pas de réelle indépendance, leur nomination est faite par un acte officiel précisant, pour une période déterminée, la durée du mandat. Il peut être renouvelable, sous réserve que demeure garanti le pluralisme de sa composition ».

Dans ses Observations générales de 2009 [28], le *Sub-Committee on Accreditation* de *l'International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC)* donnait l'interprétation suivante des Principes prérappelés:

"2. Composition and guarantees of independence and pluralism

2.1. Ensuring pluralism: The Sub-Committee notes there are diverse models of ensuring the requirement of pluralism set out in the Paris Principles. However, the Sub-Committee emphasizes the importance of National Institutions to maintain consistent relationships with civil society and notes that this will be taken into consideration in the assessment of accreditation applications.

The Sub-Committee observes that there are different ways in which pluralism may be achieved through the composition of the National Institution, for example:

a) Members of the governing body represent different segments of society as referred to in the Paris Principles;

b) Pluralism through the appointment procedures of the governing body of the

[28] Celles-ci sont reproduites en annexe du *Handbook on the Establishment and Accreditation of National Human Rights Institution in the European Union,* publié par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2012).

National Institution, for example, where diverse societal groups suggest or recommend candidates;

c) Pluralism through procedures enabling effective cooperation with diverse societal groups, for example advisory committees, networks, consultations or public forums; or

d) Pluralism through diverse staff representing the different societal groups within the society.

The Sub-Committee further emphasizes that the principle of pluralism includes ensuring the meaningful participation of women in the National Institution.

2.2. Selection and appointment of the governing body: The Sub-Committee notes the critical importance of the selection and appointment process of the governing body in ensuring the pluralism and independence of the National Institution. In particular, the Sub-Committee emphasizes the following factors:

a) A transparent process

b) Broad consultation throughout the selection and appointment process

c) Advertising vacancies broadly

d) Maximizing the number of potential candidates from a wide range of societal groups

e) Selecting members to serve in their own individual capacity rather than on behalf of the organization they represent.

2.3. Government representatives on National Institutions: The Sub- Committee understands that the Paris Principles require that Government representatives on governing or advisory bodies of National Institutions do not have decision making or voting capacity.

2.4. Staffing by secondment: In order to guarantee the independence of the NHRI, the Sub-Committee notes, as a matter of good practice, the following:

a) Senior level posts should not be filled with secondees;

b) The number of seconded should not exceed 25% and never be more than 50% of the total workforce of the NHRI.

2.5. Immunity: It is strongly recommended that provisions be included in national law to protect legal liability for actions undertaken in the official capacity of the NHRI.

2.6. Adequate Funding: Provision of adequate funding by the state should, as a minimum include:

a) the allocation of funds for adequate accommodation, at least its head office;

b) salaries and benefits awarded to its staff comparable to public service salaries and conditions;

c) remuneration of Commissioners (where appropriate); and

d) the establishment of communications systems including telephone and internet.

Adequate funding should, to a reasonable degree, ensure the gradual and progressive realization of the improvement of the organization's operations and the fulfillment of their mandate.

Funding from external sources, such as from development partners, should not compose the core funding of the NHRI as it is the responsibility of the state to ensure the NHRI's minimum activity budget in order to allow it to operate towards fulfilling its mandate.

Financial systems should be such that the NHRI has complete financial autonomy. This should be a separate budget line over which it has absolute management and control.

2.7. Staff of an NHRI: As a principle, NHRIs should be empowered to appoint their own staff.

2.8. Full-time Members:

Members of the NHRIs should include full-time remunerated members to:

a) Ensure the independence of the NHRI free from actual or perceived conflict of interests;

b) Ensure a stable mandate for the members;

c) Ensure the ongoing and effective fulfillment of the mandate of the NHRI.

2.9. Guarantee of tenure for members of governing bodies Provisions for the dismissal of members of governing bodies in conformity with the Paris Principles should be included in the enabling laws for NHRIs.

a) The dismissal or forced resignation of any member may result in a special review of the accreditation status of the NHRI;

b) Dismissal should be made in strict conformity with all the substantive and procedural requirements as prescribed by law;

c) Dismissal should not be allowed based on solely the discretion of appointing authorities.

2.10. Administrative regulation The classification of an NHRI as a public body has important implications for the regulation of its accountability, funding, and reporting arrangements.

In cases where the administration and expenditure of public funds by an NHRI is regulated by the Government, such regulation must not compromise the NHRI's ability to perform its role independently and effectively. For this reason, it is important that the relationship between the Government and the NHRI be clearly defined ».

5. À l'estime de la section de législation, rien dans l'accord de coopération mettant en place le Centre interfédéral ne laisse à ce stade présager que ce centre et les organes qui le composent ne satisferaient pas pleinement aux exigences d'indépendance et de pluralisme déduites des « Principes de Paris », tels qu'interprétés par le *Sub-Committee on Accreditation.* La désignation par voie parlementaire des membres du conseil d'administration interfédéral (article 8, § 1er, alinéa 1 de l'accord de coopération) et des membres supplémentaires de chacune des quatre chambres (article 8, § 3, alinéa 4), est tout à la fois gage d'indépendance et de pluralisme des organes ainsi visés. Les critères de sélection (article 8, § 2) des membres, la durée de leur mandat (article 8, § 5), les incompatibilités auxquelles ils sont astreints (article 8, § 7), et le fait qu'ils ne sont en aucune manière qualifiés de « représentants » de l'autorité fédérale ou fédérée qui les a désignés, semblent s'inscrire en parfaite conformité avec ce qu'exigent les « Principes de Paris » en termes d'indépendance et de pluralisme. La dimension pluraliste est également rencontrée par les exigences de parité linguistique et de parité de genre contenues dans

les articles 8, §§ 1er, 3 et 4 et 11, § 1er, de l'accord de coopération.

Le Conseil d'État attire cependant l'attention sur le fait que l'objectif visé par l'article 8, § 2, de l'accord de coopération – à savoir, assurer au conseil d'administration interfédéral et aux Chambres une composition « la plus pluraliste possible » – serait sans doute mieux atteint s'il était prévu une forme de concertation entre les différents parlements appelés à désigner une fraction de leurs membres respectifs. De même n'aperçoit-on pas comment le résultat prescrit par l'article 8, § 4, de l'accord de coopération, à savoir l'attribution de la coprésidence du conseil d'administration à deux personnes de sexe distinct et de rôle linguistique distinct, peut être assurée sans une concertation entre les deux groupes du conseil d'administration appelés à désigner, séparément, un des deux co-présidents.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

ACCORD DE COOPÉRATION

Préambule

6. À l'alinéa 3, dans la version française de l'accord de coopération, il y a lieu de mentionner « la directive 2000/43/CE ».

7. À l'alinéa 4, dans la version française de l'accord de coopération, il y a lieu de supprimer la périphrase « Vu la directive 2000/43/CE, ».

DISPOSITIF

Article 2

8. L'article 2, § 3, de l'accord de coopération mentionne « un emplacement accessible, conformément aux dispositions du Règlement régional d'urbanisme, Titre VI de la Région de Bruxelles-Capitale ». Le titre VI de ce règlement concerne les « publicités et enseignes » ; sans doute vise-t-on le titre IV (« accessibilité des bâtiments pour personnes à mobilité réduite »).

Article 3

9. À l'article 3, § 1er, a), de la version française de l'accord de coopération, il y a lieu d'écrire, pour se conformer à la terminologie usitée par les législations antidiscrimatoires fédérales et fédérées pertinentes en la matière et pour mieux correspondre à la version néerlandaise de l'accord de coopération (« syndicale overtuiging »), la « conviction syndicale » [29], et non pas « l'appartenance syndicale ».

[29] Voir l'article 2, 4°, du décret de la Communauté germanophone du 19 mars 2012 'visant à lutter contre certaines formes de discrimination' ; l'article 3, 3° du décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 'relatif à la lutte

10. À l'article 3, § 1er, b, de la version française de l'accord de coopération, il y a lieu de viser, conformément à son intitulé officiel, la Convention des Nations-Unies du 13 décembre 2006 'relative aux droits des personnes handicapées'.

Article 6

11. L'article 6, § 3, alinéa 2, de l'accord de coopération, tant en sa version néerlandaise qu'en sa version française, est incompréhensible en la forme.

Sur le fond, il ne semble pas logique de subordonner le droit du Centre interfédéral d'ester en justice à l'accord de la « personne qui a effectué le signalement », à tout le moins lorsque cette personne n'est pas la victime elle-même [30]. Si l'intention des auteurs de l'accord de coopération consiste uniquement à subordonner le droit du Centre interfédéral d'ester en justice à l'accord de la victime lorsque celle-ci est identifiée, alors la règle portée par l'article 6, § 4, de l'accord de coopération suffit à traduire cette intention. Il conviendrait, dans cette perspective, de supprimer à l'article 6, § 3, alinéa 2, le membre de phrase « avec l'accord de la personne qui a effectué le signalement, soit également d'ester en justice si la victime est inconnue ».

12. La liste des législations sur la base desquelles le Centre interfédéral est autorisé à ester en justice, établie à l'article 6, § 3, alinéa 2, de l'accord de coopération, est source de difficultés et encourt la critique à plusieurs égards.

Il apparaît tout d'abord que certaines des législations répertoriées ont d'ores et déjà été abrogées, en sorte que leur mention devrait être omise. Il en va ainsi du décret de la Communauté germanophone du 17 mai 2004 'relatif à la garantie de l'égalité de traitement sur le marché du travail', lequel a été abrogé par l'article 41 du décret de la Communauté germanophone du 19 mars 2012 'visant à lutter contre certaines formes de discrimination'. Il en va également ainsi de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 juin 2003 'relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale', laquelle a été abrogée par l'article 33 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juillet 2011 'relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale' [31].

Par ailleurs, il est inutile de mentionner dans la liste le décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 'modifiant, en ce qui concerne le champ d'application, le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation

---

contre certaines formes de discrimination' ; l'article 3 de la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination'.

[30] Comparer en effet avec la règle contenue à l'article 33 de la loi du 30 juillet 1981 'tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie' et l'article 31 de la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination'.

[31] Cet article 33, conformément à ce que prévoit l'article 35 de la même ordonnance, ne devait entrer en vigueur qu'à la date fixée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Par arrêté du 12 juillet 2012 (article 46), cette date a été fixée au 1er octobre 2012 (Voir l'article46 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 2012 'portant exécution de l'ordonnance du 14 juillet 2011 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale', *Moniteur belge,* 1er octobre 2012).

professionnelle'. Ce décret n'a eu en effet comme unique objet que la modification du décret précité du 6 novembre 2008. La mention exclusive de ce dernier décret dans la liste intègrerait d'ores et déjà l'ensemble des modifications dont il a fait l'objet depuis son adoption, ainsi que les modifications dont il pourrait encore faire l'objet par la suite. La même remarque vaut pour le décret de la Région wallonne du 12 janvier 2012 'relatif à la lutte contre la discrimination' [32], lequel n'a eu d'autre objet que la modification du décret précité du 6 novembre 2008.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas la portée que revêt la mention, dans la liste, de la loi du 10 mai 2007 'adaptant le Code judiciaire à la législation tendant à lutter contre les discriminations et réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie' et de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 novembre 2008 'visant à assurer une politique de diversité au sein de la fonction publique régionale bruxelloise'. Par leur contenu [33] en effet, ces deux législations ne semblent *a priori* pas pouvoir occasionner un quelconque contentieux dans lequel la reconnaissance du droit d'action en justice du Centre interfédéral pourrait présenter quelque pertinence.

Le Conseil d'État se demande, enfin, pourquoi la liste reprise ne mentionne pas le titre IX de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2003 'portant le Code bruxellois du logement'. Selon l'article 176 de ce code en effet, le titre IX « a pour objectif de créer, dans l'accès au logement, un cadre général pour lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, la prétendue race, la couleur, l'ascendance, la nationalité, l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale ». Ce titre IX a été inséré dans le Code Bruxellois du logement par une ordonnance du 19 mars 2009, dont l'article 2 dispose comme suit :

> « La présente ordonnance transpose, en ce qui concerne le logement, la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2004/113/CE du 13 décembre 2004 mettant en oeuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services ».

Par identité de motifs, le Conseil d'état n'aperçoit pas la raison pour laquelle il n'est pas fait mention, dans la liste, du chapitre V*bis* de la loi du 4 août 1996 'relative au bien-être des travailleurs dans l'exécution de leur travail', dont l'article 32*duodecies,* alinéa 1er, 5°, confère à l'actuel Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme un droit d'ester en justice.

---

[32] L'intitulé de ce décret mentionné par l'accord de coopération est, de surcroît, incorrect. Il s'agit en réalité du décret de la région wallonne du 12 janvier 2012 « modifiant le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination » (Mon. B., 23 janvier 2012).

[33] L'ordonnance du 4 septembre 2008 institue un système de subsides régionaux au profit d'organismes publics (communes, intercommunales, ASBL communales) qui mettent en place un plan de diversité dans le cadre du recrutement de leur personnel. La loi précitée du 10 mai 2007 modifie quant à elle certaines dispositions du Code judiciaire pour régler la compétence des cours et tribunaux à l'égard des litiges occasionnés par l'application des autres lois antidiscriminatoires du 10 mai 2007 et de la loi du 30 juillet 1981. Elle organise par ailleurs le droit d'action du ministère public et la communication de la cause au ministère public dans le cadre de ces litiges.

Articles 8 et 9

13. L'article 8, § 3, alinéa 4, ne précise pas si la désignation des membres supplémentaires des chambres doit obéir à la règle de la parité sexuée applicable à la composition de base de ces chambres, conformément à l'article 8, § 3, alinéa 1er.

14. Selon l'article 8, §§ 1er à 3, de l'accord de coopération, le Centre interfédéral est géré par un conseil d'administration interfédéral composé paritairement, qui se réunit en session plénière ou en quatre chambres restreintes : une chambre fédérale composée paritairement, comprenant les dix membres désignés par la Chambre des représentants, une chambre flamande composée des quatre membres désignés par le Parlement flamand, une chambre francophone composée des deux membres désignés par le Parlement de la Région wallonne et des deux membres désignés par le Parlement de la Communauté française et une chambre bruxelloise composée paritairement, comprenant les deux membres désignés par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. La chambre francophone est complétée par le membre désigné par le Parlement de la Communauté germanophone. Ce membre prend également part aux débats du conseil d'administration interfédéral « dans les matières qui concernent les compétences de la Communauté germanophone ».

Conformément à l'article 9, § 3, de l'accord de coopération, les dossiers sont répartis entre ces chambres « selon la réglementation pour laquelle elles possèdent une compétence exclusive ». Les « dossiers présentant des compétences partagées entre les communautés ou régions et l'autorité fédérale » sont toutefois du ressort du conseil d'administration interfédéral réuni en session plénière. Le conseil d'administration interfédéral prend également des décisions en session plénière « en cas de litige entre deux chambres ». Selon l'article 10, § 2, dixième tiret, de l'accord de coopération, le conseil d'administration interfédéral est également compétent pour « prendre des initiatives communes dans des matières qui sont du ressort respectif des chambres pour lesquelles une majorité des membres d'une ou plusieurs chambres effectue une demande de traitement commun ».

15. La répartition des compétences entre le conseil d'administration interfédéral, d'une part, et les chambres, d'autre part, doit être suffisamment claire pour garantir l'efficacité d'une réglementation qui tient également compte de l'autonomie des autorités concernées.

15.1. La question se pose tout d'abord de savoir ce qu'il faut précisément entendre par « compétences partagées »[34]. Sans doute s'agit-il de dossiers présentant des éléments indissociables relevant de la compétence de plus d'une chambre, mais il convient de le mentionner plus précisément dans l'accord de coopération. S'il devait suffire qu'un dossier ne présente qu'un lien très indirect avec la compétence d'une autre chambre pour pouvoir considérer qu'il n'est plus du ressort exclusif d'une seule chambre et qu'il soit traité de plein droit par le conseil d'administration interfédéral, les propres compétences des différentes chambres seraient vidées de leur substance d'une manière disproportionnée. Le critère de « compétences partagées » devrait dès lors être mieux défini dans le texte de l'accord de coopération de manière à se

[34] Article 9, § 3, alinéa 2, de l'accord de coopération.

conformer au principe des compétences exclusives des différentes chambres, tel qu'il est inscrit à l'article 9, § 3, alinéa 1er, de l'accord de coopération.

15.2. Deuxièmement, le Conseil d'État n'aperçoit pas ce qu'il faut entendre par « litige entre deux chambres » [35]. S'il s'agit que les litiges concernant l'attribution d'un dossier à une chambre déterminée soient tranchés par le conseil d'administration interfédéral, il faudrait le préciser explicitement dans l'accord de coopération. Si l'intention est par contre que le conseil d'administration interfédéral devienne compétent lorsque les diverses chambres adoptent des positions divergentes sur le fond, la question se pose à nouveau de savoir si les propres compétences des différentes chambres ne sont pas vidées de leur substance de manière disproportionnée, étant donné qu'un dossier peut ainsi être soustrait à une chambre s'il est constaté qu'une autre chambre adopte une position différente sur la question concernée.

15.3. Troisièmement, il aurait lieu de préciser dans l'accord de coopération, ou à tout le moins dans l'exposé des motifs, ce qu'il faut entendre par « initiatives communes dans des matières qui sont du ressort respectif des chambres pour lesquelles une majorité des membres d'une ou plusieurs chambres effectue une demande de traitement commun » [36]. Suffit-il que la majorité des membres d'une seule chambre demandent un traitement commun concernant une matière qu'elle désigne pour habiliter le conseil d'administration interfédéral à prendre en l'espèce des « initiatives communes » à la majorité absolue des voix ? Il faudrait à tout le moins en donner quelques exemples.

16. La question de savoir quel est l'organe compétent pour décider d'agir en justice doit être réglée de manière précise et sans ambiguïté, aux fins que la recevabilité des actions en justice du Centre interfédéral ne puisse être contestée sur ce point. Selon l'article 10, § 2, 8°, de l'accord de coopération, la décision d'agir en justice semble relever, sans aucune réserve, du conseil d'administration interfédéral. L'article 10*bis*, § 2, 9ème tiret, du même accord de coopération prévoit cependant, sans davantage de précision ou de réserve, que « les chambres sont habilitées à ester en justice conformément à l'article 6, § 3 » [37]. Il y a là une ambiguïté qui doit être levée.

17.1. Les compétences respectives des différentes chambres ne sont pas non plus délimitées avec suffisamment de clarté.

17.2. Tout d'abord, l'accord de coopération ne mentionne pas expressément quelles affaires relèvent de la compétence exclusive des chambres. Vu la règle concernant la composition des chambres figurant à l'article 8, § 3, de l'accord de coopération, on peut sans doute admettre que la chambre fédérale est compétente pour les dossiers relevant de la compétence de l'autorité fédérale, que la chambre flamande, la chambre francophone et la chambre bruxelloise sont respectivement compétentes pour les dossiers entrant dans les compétences des parlements qui

[35] Article 9, § 3, alinéa 3, de l'accord de coopération.

[36] Article 10, § 2, dixième tiret, de l'accord de coopération.

[37] La formulation de cette disposition n'est pas correcte en droit, dès lors que ce ne sont pas les chambres elles-mêmes qui disposent du droit d'action, mais bien le Centre interfédéral. Tout au plus peut-on dire que les chambres sont compétentes pour décider de faire usage ou non du droit d'action en justice du Centre.

désignent les membres de ces chambres. Mieux vaudrait que l'accord de coopération règle expressément une question aussi fondamentale que celle des compétences des diverses chambres.

17.3. En outre, on n'aperçoit pas quel organe du Centre interfédéral traitera les dossiers relevant des compétences de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française qui sont pourtant toutes deux parties à l'accord de coopération. Qui plus est, aucune disposition ne règle pour ces deux autorités la désignation de membres dans ces organes ni leur droit de regard dans la composition de ceux-ci. Dans la mesure où des compétences propres de ces autorités sont ainsi transférées à une institution commune, telle que le Centre interfédéral, sans prévoir à cet égard de désignation de membres, ni aucun droit de regard, dans sa composition, on se trouve en présence d'un abandon de compétences, contraire aux règles répartitrices de compétences.

Le texte de l'accord de coopération doit en conséquence être complété sur ces questions, notamment sur le mode de désignation des membres du conseil d'administration interfédéral siégeant au titre de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française et sur la question de savoir quelles sont les chambres, et dans quelle composition, qui examineront les affaires relevant des compétences exclusives de ces deux niveaux de pouvoir.

17.4. La Conseil d'État n'aperçoit pas non plus quel est l'organe du Centre interfédéral qui examine les dossiers qui concernent des compétences de la Communauté germanophone. Selon l'article 8, § 3, alinéa 2, de l'accord de coopération, la chambre francophone est « complétée » par un membre désigné par le Parlement de la Communauté germanophone. Conformément à l'article 8, § 1er, alinéa 2, de l'accord de coopération « ce membre fait partie de la Chambre francophone ». On ne peut toutefois conclure avec certitude que les dossiers qui concernent exclusivement la Communauté germanophone doivent être rangés parmi ceux que la chambre francophone traite en vertu de l'article 9, § 3, de l'accord de coopération au motif qu'ils relèvent de sa compétence exclusive. Par ailleurs, si l'article 8, § 1er, alinéa 2, de l'accord de coopération règle la participation aux débats et aux décisions du conseil d'administration interfédéral du membre désigné par le Parlement de la Communauté germanophone, aucune disposition ne vise sa participation aux débats et aux décisions de la chambre francophone. Même si l'on considère que le membre désigné par le Parlement de la Communauté germanophone participe pleinement aux débats et aux décisions de la chambre francophone pour les dossiers qui concernent exclusivement la Communauté germanophone, on n'aperçoit pas quel est son rôle dans les dossiers qui ne concernent que la Communauté française et la Région wallonne.

L'article 8, § 1er, alinéa 1er, de l'accord de coopération dispose en outre qu'au conseil d'administration interfédéral « s'ajoute » un membre, désigné par le Parlement de la Communauté germanophone « pour les matières qui concernent la Communauté germanophone » (dans le texte néerlandais « voor de materies die ook betrekking hebben op de Duitstalige Gemeenschap »). La portée de cette disposition n'apparaît pas non plus clairement [38] et doit être

[38] Sur ce point, le texte néerlandais de l'article 8, § 1er, alinéa 1er, de l'accord de coopération n'est pas conforme à l'exposé des motifs, ce dernier suggérant plutôt que le membre germanophone ne participe qu'aux décisions qui concernent les compétences exclusives de la Communauté germanophone, alors que le texte néerlandais de la disposition citée fait état de « materies die ook betrekking hebben op de Duitstalige Gemeenschap », ce qui peut donner à penser que le membre germanophone participe également aux décisions qui ne concernent pas seulement

précisée, de sorte que l'on puisse déterminer pour quels dossiers, qui ne concernent pas exclusivement la Communauté germanophone, le membre désigné par le Parlement de cette communauté peut prendre part aux débats et aux décisions du conseil d'administration interfédéral.

En résumé, on peut affirmer que l'accord de coopération laisse subsister une grande ambigüité quant au statut et à la compétence du membre désigné par le Parlement de la Communauté germanophone et qu'il y a lieu de préciser le texte de l'accord sur ce point.

Article 10

18. L'article 10, § 3, de l'accord de coopération dispose que le conseil d'administration interfédéral est compétent pour établir son règlement d'ordre intérieur.

À cet égard, il y a lieu de rappeler que l'attribution d'un pouvoir réglementaire à un organisme public n'est en principe pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et qu'un contrôle parlementaire direct fait défaut. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État, sont absentes. Pareilles délégations ne se justifient dès lors que pour des raisons pratiques et dans la mesure où elles ont une portée très limitée ou principalement technique et où il peut être considéré que les organismes qui doivent appliquer la réglementation concernée ou la contrôler sont également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause.

En l'occurrence, on peut cependant admettre que le conseil d'administration interfédéral est le mieux placé pour établir son règlement d'ordre intérieur. Pour être conforme aux principes rappelés ci-dessus, cette compétence ne peut toutefois viser que l'organisation interne du conseil d'administration interfédéral. Le règlement d'ordre intérieur ne peut notamment pas comporter des dispositions qui accordent des droits ou imposent des obligations à des tiers, par exemple à des personnes qui s'adressent au Centre interfédéral. Ces dispositions doivent en outre avoir une portée très limitée ou essentiellement technique.

OBSERVATIONS FINALES

19. Tant le texte français que le texte néerlandais de l'accord de coopération sont rédigés avec une grande négligence, aussi bien du point de vue de la correction de la langue que de celui de la concordance avec l'autre version linguistique.

Sans exhaustivité, il y a lieu de renvoyer sur ce point aux exemples suivants.

- Dans le texte français de l'intitulé de l'accord de coopération, la dénomination du Centre interfédéral mentionne « la lutte contre le racisme et les discriminations », tandis que

---

les compétences exclusives de la Communauté germanophone. Le texte français de l'article 8, § 1er, alinéa 1er, de l'accord de coopération est moins précis sur ce point.

dans le texte néerlandais, il est fait état de « bestrijding van discriminatie en racisme ». Les deux versions linguistiques doivent être harmonisées sur ce point.

- À l'article 5, alinéa 1er, 2°, de la version française il y a lieu d'écrire « personne privée ».

- À l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la version française, la notion de « domaine de fonctionnement » n'est pas claire. Il y a sans doute lieu de lui préférer celle de « ressort ».

- À l'article 6, § 3, de la version française, il y a lieu d'écrire « dans les limites de la liste » et non « endéans les limites de la liste ».

- Dans le texte néerlandais de l'article 8, § 1er, alinéa 1er, premier tiret, on écrira : « maximaal 5 van hetzelfde geslacht » au lieu de « maximaal van hetzelfde geslacht ».

- Le texte français de l'article 8, § 1er, alinéa 2, fait état de « les matières qui concernent la Communauté germanophone », tandis que le texte néerlandais mentionne « de materies die ook betrekking hebben op de Duitstalige gemeenschap ». Voir à ce sujet l'observation 17.3.

- Dans le texte néerlandais de l'article 8, § 2, on écrira « respectieve parlementen » au lieu de « respectieve parlement ».

- À l'article 8, § 7, premier tiret, de la version française, il y a lieu d'écrire « le mandat de membre du Parlement européen », et non « le mandat du Parlement européen »

- Dans le texte néerlandais de l'article article 8, § 7, deuxième tiret, on écrira « gewestelijke staatssecretaris » et au quatrième tiret, on écrira « lid van een ministerieel kabinet of van een beleidscel ».

- Dans le texte néerlandais de l'article 9, § 1er, alinéa 2, on écrira « binnen een termijn die ze zelf bepalen ». Ce membre de phrase doit en outre figurer dans le texte français (« dans un délai qu'il fixe lui-même mais qui ne peut être inférieur … »).

- Dans le texte néerlandais de l'article 9 § 1er, alinéa 4, on écrira « de beslissingen in de kamers » au lieu de « de beslissingen in de raad van bestuur van de kamers ».

- Dans le texte néerlandais de l'article 9, § 3, alinéa 2, on écrira « betreffen » au lieu de « hebben ».

- Dans le texte néerlandais de l'article 10*bis*, § 2, les membres de phrase des tirets 5 à 9 doivent s'accorder grammaticalement avec la phrase introductive.

- Dans le texte néerlandais de l'article 11, § 1er, on écrira « verschillend geslacht » au lieu de « verschillende geslacht ».

- Dans le texte néerlandais de l'article 11, § 2, alinéa 2, on écrira « Belgisch Staatsblad » au lieu de « Belgische Staatsblad ».

- Dans le texte néerlandais de l'article 12, § 3, on écrira : « Personeelsleden […] kunnen ».

- Dans le texte néerlandais de l'article 13, alinéa 1er, on écrira « de interfederale raad van bestuur ».

- Dans le texte néerlandais de l'article 13, alinéa 2, on écrira « de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken ».

- Dans le texte néerlandais des articles 15 et 16, on remplacera chaque fois le mot « tusssenkomst » par le mot « bijdrage » et on écrira chaque fois « in afwijking van » au lieu de « in afwijking op ».

*

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

1. Het voorontwerp van wet beoogt de instemming met het samenwerkingsakkoord 'tot oprichting van een interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en Bestrijding van Discriminatie en Racisme', gesloten tussen de federale overheid, de gewesten en de gemeenschappen op 23 juli 2012.

Het interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en Bestrijding van Discriminatie en Racisme (hierna: het interfederaal Centrum) wordt opgericht als een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'. Het interfederaal Centrum beschikt over rechtspersoonlijkheid (artikel 2 van het samenwerkingsakkoord).

Het interfederaal Centrum heeft als opdracht enerzijds het bevorderen van de gelijkheid van kansen en omgaan met de diversiteit in onze samenleving en het bestrijden van elke vorm van discriminatie, onderscheid, uitsluiting, beperking, uitbuiting of voorkeur op grond van een aantal in het samenwerkingsakkoord opgesomde beschermde criteria, en anderzijds het vervullen van de taken bedoeld in artikel 33, lid 2, van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, aangenomen te New York op 13 december 2006[1] (artikel 3, § 1). Het interfederaal Centrum werkt samen met de verenigingen, instellingen, organen en diensten die, geheel of gedeeltelijk, dezelfde opdrachten uitvoeren als het Centrum of rechtstreeks betrokken zijn bij de uitvoering van deze opdrachten (artikel 3, § 2). Tevens is het interfederaal Centrum onafhankelijk, overeenkomstig de zogenaamde "Principes van Parijs"[2] (artikel 3, § 3).

Het interfederaal Centrum kan studies en onderzoeken uitvoeren (artikel 4) en is bevoegd om adviezen en aanbevelingen te formuleren en om bijstand te verlenen in de vorm van inlichtingen en raadgevingen. Naast een ondersteunende en een informerende taak kan het interfederaal Centrum ook sensibiliseringsacties organiseren (artikel 5) en rapporteert het jaarlijks aan de verscheidene parlementen en regeringen (artikel 7).

Door het interfederaal Centrum moeten zowel een centraal meldpunt als meldpunten op plaatselijk niveau worden ingericht met het oog op een laagdrempelige toegang voor de burger. Na ontvangst en behandeling van een melding kan het interfederaal Centrum pogen te bemiddelen of te verzoenen en kan het, mits het akkoord van de persoon die de melding heeft verricht, in rechte optreden of, indien het slachtoffer onbekend is, in rechte optreden in een aantal rechtsgeschillen binnen het kader van een aantal in het samenwerkingsakkoord opgesomde wetten, decreten en ordonnanties[3]. De voormelde procedures kunnen enkel worden aangevat na uitdrukkelijke toestemming van het slachtoffer van discriminatie, althans indien het gekend is (artikel 6).

---

[1] Deze bepaling luidt als volgt: "In overeenstemming met hun rechts- en administratieve systeem onderhouden en versterken de Staten die Partij zijn op hun grondgebied een kader, met onder meer een of meer onafhankelijke instanties, al naargelang, om de uitvoering van dit Verdrag te bevorderen, te beschermen en op te volgen of wijzen daarvoor een instantie aan of richten die op. Bij het aanwijzen of oprichten van een dergelijke instantie houden de Staten die Partij zijn rekening met de beginselen betreffende de status en het functioneren van nationale instellingen voor de bescherming en bevordering van de rechten van de mens."

[2] Zie over deze principes en de wijze van implementatie ervan in het samenwerkingsakkoord, opmerkingen 2 tot 5.

[3] Over de keuze van deze rechtsnormen, zie opmerking 12.

Het interfederaal Centrum wordt beheerd door een taalkundig paritair samengestelde interfederale raad van bestuur, die is samengesteld uit tien leden die worden aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers, en tien leden waarvan vier leden worden aangewezen door het Vlaams Parlement, twee leden door het Waals Parlement, twee leden door het Franse Gemeenschapsparlement en twee leden door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement. Voor de debatten in de interfederale raad van bestuur en beslissingen in de materies die de bevoegdheden van de Duitstalige Gemeenschap betreffen, maakt daarenboven ook een lid, aangeduid door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, deel uit van de interfederale raad van bestuur. Er wordt ook voorzien in genderquota (artikel 8, § 1[4]). De leden van de interfederale raad van bestuur worden aangeduid op basis van hun deskundigheid, hun ervaring, hun onafhankelijkheid en hun moreel gezag en komen voort uit de academische, gerechtelijke wereld, het middenveld en de sociale partners. De interfederale raad van bestuur en de kamers die ervan zijn afgeleid, dienen zo pluralistisch mogelijk te worden samengesteld (artikel 8, § 2). Naast de voltallige samenstelling omvat de interfederale raad van bestuur ook verscheidene kamers: een federale kamer (tien leden), een Vlaamse kamer (vier leden), een Franstalige kamer (vier leden, met daarbij eventueel het Duitstalige lid) en een Brusselse kamer (twee leden). De betrokken parlementen kunnen het aantal leden van deze kamers verhogen tot vijftien, maar de bijkomende leden zetelen niet in de interfederale raad van bestuur (artikel 8, § 3).

De interfederale raad van bestuur wordt voorgezeten door twee covoorzitters, die elkaar elk jaar afwisselen als voorzitter en vicevoorzitter (artikel 8, § 4). De covoorzitters en de leden worden aangeduid voor een periode van zes jaar en hun mandaat is twee maal hernieuwbaar (artikel 8, § 5). Er wordt voorzien in een systeem van plaatsvervanging en in verscheidene onverenigbaarheden (artikel 8, §§ 6 en 7). De raad van bestuur stelt een regeling vast in verband met de zitpenningen en de verplaatsingsonkosten (artikel 8, § 8).

Het samenwerkingsakkoord regelt tevens de wijze van besluitvorming in de interfederale raad van bestuur en in de kamers (artikel 9, §§ 1, 2 en 4). De bevoegdheden van de interfederale raad van bestuur worden eveneens geregeld (artikel 10, §§ 1 en 2). De interfederale raad van bestuur stelt een huishoudelijk reglement op (artikel 10, § 3).

De dossiers worden verdeeld over de kamers volgens de regelgeving waarvoor die kamers de exclusieve bevoegdheid hebben. De interfederale raad van bestuur is bevoegd voor dossiers die een gedeelde bevoegdheid betreffen en voor geschillen tussen twee kamers (artikel 9, § 3), alsook voor het nemen van gezamenlijke initiatieven in aangelegenheden die onder de respectieve bevoegdheden van de kamers vallen waarvoor een meerderheid van de leden van een of meer kamers om een gezamenlijke behandeling verzoekt (artikel 10, § 2, tiende streepje). Het samenwerkingsakkoord bepaalt ook de verscheidene bevoegdheden van de kamers (artikel 10*bis*).

Voorts bevat het samenwerkingsakkoord nog bepalingen over het College van twee codirecteurs en over de coördinatoren die hen bijstaan (artikel 11), over het personeel van het interfederaal Centrum (artikelen 12 en 13), over het budgettair toezicht en de controle van de rekeningen (artikel 14) en over de financiering en het budget (artikel 15).

[4] De vermelding "§ 1" ontbreekt zowel in de Nederlandse als in de Franse tekst van artikel 8 van het samenwerkingsakkoord.

Ten slotte komen nog een aantal overgangs- en inwerkingtredingsbepalingen in het samenwerkingsakkoord voor (artikel 16).

ALGEMENE OPMERKINGEN

A. Inpassing van het interfederaal Centrum in de institutionele omgeving ervan in het licht van de "Beginselen van Parijs"

2. In haar advies 48.858/AV[5] van 7 december 2010 heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving erop gewezen dat verscheidene aanbevelingen gedaan zijn[6] - onder andere specifiek ter attentie van België[7] - om Staten te doen overgaan tot het oprichten van een "Institution nationale des droits de l'Homme" die beantwoordt aan de specificaties vervat in de zogenaamde "Beginselen van Parijs".

Kort geleden nog is in de Verklaring van Brighton (april 2012) aan de lidstaten van de Raad van Europa het verzoek gericht om "envisager d'établir, si (ils) ne l'ont pas encore fait, une institution nationale indépendante chargée des droits de l'homme"[8].

In het voormelde advies is de volgende omschrijving gegeven van de strekking van de "Beginselen van Parijs" en inzonderheid van de vereisten die daaruit voortvloeien wat betreft de taken die opgedragen dienen te worden aan de "Institutions nationales des droits de l'Homme":

> "De 'Beginselen van Parijs' ('Beginselen betreffende het statuut van de nationale instellingen ter bevordering en bescherming van de mensenrechten') waarvan sprake in de twee stukken die hierboven worden genoemd, is een tekst die in 1991 is uitgewerkt door verscheidene nationale instellingen ter bevordering en bescherming van de rechten van de mens naar aanleiding van hun eerste internationale bijeenkomst, en die naderhand door de Verenigde Naties zijn goedgekeurd, zowel door de VN-Commissie voor de mensenrechten [9], in 1992, als door de algemene vergadering van de VN, in 1993 [10-11]. Ook

---

[5] Advies 48.858/AV van 7 december 2010 over een wetsvoorstel 'tot instelling van een Federale Mensenrechtencommissie', *Parl.St.* Kamer 2010-2011, nr. 53-418/2.

[6] Voor een volledige inventaris van de bindende rechtsnormen en van de instrumenten van *soft law* die in dit verband bestaan, zie FRA, *National Human Rights institutions in the EU Member States. Strenghtening the Fundamental Rights Architecture in the EU,* 2010; S. SOTTIAUX en J. VRIELINK, *'Institutionalisering' van Gelijkheid en Mensenrechten. Gelijkheidsorganen en mensenrechteninstellingen in Vlaanderen en België*, Intersentia, Oxford, 2012, 5 e.v.

[7] CCPR, observations finales sur le 5e rapport périodique de la Belgique (2010), CCPR/C/Bel/CO, 5, punt 8 ; CAT, observations finales sur le 2e rapport périodique de la Belgique (2009), CAT/C/BEL/CO/2, punt 12 : CEDAW, observations finales sur les 5e et 6e rapports périodiques de la Belgique (2008), CEDAW/C/BEL/CO/5, punten 33-34 ; CERD, observations finales sur les quatorzième et quinzième rapports périodiques de la Belgique (2008), CERD/C/BEL/CO/15, punt 10 ; ECOSOC, observations finales sur le 3e rapport périodique de la Belgique (2008), E/C.12/BEL/CO/3, punt 26.

[8] *Conferentie over de toekomst van het Europees Hof voor de rechten van de mens Verklaring van Brighton,* punt 9, *c,* i). Deze verklaring kan worden geraadpleegd op http://www.coe.int/fr/20120419-brighton-declaration.

[9] *Voetnoot 9 van het geciteerde advies:* VN-Mensenrechtencommissie, resolutie 1992/54, 3 maart 1992, E/COMMISSION.4/RES/1992/54.

[10] *Voetnoot 10 van het geciteerde advies:* Algemene Vergadering VN, resolutie 48/134, 20 december 1993, A/RES/48/134.

in andere internationale stukken wordt daarnaar verwezen [12]. Bij de goedkeuring van de 'Beginselen van Parijs' door de algemene vergadering van de Verenigde Naties in 1993, heeft deze meer bepaald verklaard dat ze overtuigd was 'du rôle important que des institutions peuvent jouer au niveau national s'agissant de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que de faire plus largement connaître ces droits et libertés et d'y sensibiliser l'opinion'.

Die 'Beginselen' zijn onderverdeeld in vier delen : 'Bevoegdheid en taken', 'Samenstelling en waarborgen voor onafhankelijkheid en pluralisme', 'Werkwijze' en 'Aanvullende beginselen betreffende het statuut van de instellingen met quasi rechtsprekende bevoegdheden'. Het zou dienstig zijn indien de tekst van die 'Beginselen' bekendgemaakt zou worden in de parlementaire voorbereiding van het voorliggende voorstel.

2. De 'Beginselen van Parijs' hebben geen bindende juridische waarde en kunnen worden ingedeeld bij wat de *soft law* wordt genoemd inzake mensenrechten. België is dus geenszins verplicht de aanbevelingen in die tekst te volgen, ook al kunnen deze bijdragen tot een betere werkzaamheid van de Europese en internationale akten inzake mensenrechten [13].

Zoals het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten uiteenzet in zijn voornoemd verslag "National Human Rights Institutions in the EU Member States - Strengthening the fundamental rights architecture in the EU",

'The Paris Principles […] are the main normative source for [National Human Rights Institutions (NHRIs)], establishing minimum standards required for their effective functioning. […] The [International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC)] applies these Principles as benchmarks to determine the accreditation status of NHRIs (as well as re-accreditation or special review, see below). A-status accreditation, meaning full membership in the ICC, provides the right to speak in international fora, for example the UN Human Rights Council. As B-status entails only partial compliance with the Principles, no voting rights in the ICC are granted and such institutions only have the right to attend sessions of the UN Human Rights Council without the possibility to make interventions' [14].

In het actieplan gevoegd bij de Verklaring van Interlaken, ondertekend door de in conferentie verenigde lidstaten van de Raad van Europa die partij zijn bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, staat te lezen:

---

[11] *Voetnoot 11 van het geciteerde advies:* G. de Béco, "La contribution des institutions nationales des droits de l'homme au renforcement de l'efficacité de la Cour européenne des droits de l'homme", *Rev. trim. dr. h.*, 2009, blz. 165 tot 194, inz. blz.. 166 tot 169.

[12] *Voetnoot 12 van het geciteerde advies:* Zie inzonderheid hierna het verslag "National Human Rights Institutions in the EU Member States - Strengthening the fundamental rights architecture in the EU" van het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten.

[13] *Voetnoot 13 van het geciteerde advies:* J. LYNCH, "Fifteen Years after Vienna : The Role of National Human Rights Institutions", *in* W. Benedek e.a. (uitg.), *Global Standards – Local Action : 15 Years Vienna World Conference on Human Rights*, Wien-Graz, Neuer Wissenschaftlicher Verlag, 164. Deze auteur zet uiteen dat, zelfs indien die "Beginselen" niet bindend zijn, "in practice a country's policy choices are now limited […]. [T]oday it can be said that a legitimate human rights institution can only be one that conforms fully with the Paris Principles". Zie ook het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten, "National Human Rights Institutions in the EU Member States. Strengthening the fundamental rights architecture in the EU », http://www.fra.europa.eu/fraWebsite/research/publications/publications_per_year/publications_per_year_en.htm, blz. 18.

[14] *Voetnoot 14 van het geciteerde advies: Loc. cit.*, blz. 18.

'4. La Conférence rappelle la responsabilité première des Etats parties de garantir l'application et la mise en œuvre de la Convention, et, en conséquence, appelle les Etats parties à s'engager à:

a) continuer à renforcer, le cas échéant en coopération avec leurs institutions nationales des droits de l'homme ou d'autres organes, la sensibilisation des autorités nationales aux standards de la Convention et d'assurer l'application de ceux-ci' [15].

3. Uit het bovenstaande volgt dat de al dan niet naleving van de 'Beginselen van Parijs' door de staten een aantal concrete gevolgen heeft.

Zo bijvoorbeeld zijn de Belgische instellingen ter bescherming en bevordering van de rechten van de mens thans niet erkend als instellingen met een A-status door het Internationaal comité voor de coördinatie van nationale instellingen ter bevordering en bescherming van de rechten van de mens; het Belgische Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding heeft de B-status gekregen.

Wat het principe betreft, strekt het voorliggende voorstel er terecht toe de voornoemde Europese en internationale aanbevelingen ten uitvoer te leggen.

4. Evenwel blijft de vraag of, ondanks de oprichting van een federale instelling met ruime bevoegdheden, zoals die waarop het onderzochte voorstel betrekking heeft, er voldoende rekening is gehouden met een aantal 'Beginselen van Parijs'.

Er moet worden vastgesteld dat op federaal niveau, behalve het […] Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding, de volgende instellingen, die eveneens te maken hebben met de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens, naast elkaar bestaan: de Hoge Raad voor de Justitie, het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, de Nationale Commissie voor de rechten van het kind, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, enz. Op het niveau van de deelgebieden zijn vergelijkbare instellingen opgericht, zoals bijvoorbeeld de Vlaamse Kinderrechtencommissaris of de 'délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant'.

Volgens de 'Beginselen van Parijs' echter wordt aan de nationale instellingen een zo ruim mogelijk mandaat toegekend [16] en zouden de nationale instellingen in kwestie kennis moeten nemen van alle kwesties met betrekking tot de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens [17]. In de tekst wordt eveneens gesteld dat op zijn minst, in het kader van haar werking, de nationale instelling 'onder andere overleg moet plegen met de andere al dan niet rechterlijke organen, belast met de bevordering en de bescherming van de rechten van de mens (inzonderheid ombudsmannen, bemiddelaars, of andere soortgelijke organen)' [18].

In het voornoemde verslag van het Europees Bureau voor de Grondrechten staat eveneens het volgende :

-'This is not to say that specialised bodies, such as equality bodies or data protection authorities, should inevitably be part of a single NHRI. Yet, there is a need for an overarching body that can ensure that all issues are addressed by some entity, that gaps

[15] *Voetnoot 15 van het geciteerde advies:* Conferentie op hoog niveau over de toekomst van het Europees Hof voor de rechten van de mens, Verklaring van Interlaken, 19 februari 2010, actieplan, "B. Mise en œuvre de la Convention [européenne des droits de l'homme] au niveau national", § 4.

[16] *Voetnoot 16 van het geciteerde advies:* "Beginselen van Parijs", "A. Compétences et attributions", § 2.

[17] *Voetnoot 17 van het geciteerde advies: Ibid*, § 3, a (cursief toegevoegd).

[18] *Voetnoot 18 van het geciteerde advies: Ibid*., "C. Modalités de fonctionnement", f.

are covered and that human and fundamental rights are given due attention in their entirety' [19].

-'To ensure that fundamental rights for the people living in Europe are real, there is a need for a stronger fundamental rights architecture, that can offer a 'one-stop-shop' or at least a portal to a set of institutions and mechanisms, that is sufficiently independent and empowered, and that can make a genuine difference on the ground'[20].

In het voorstel wordt aan deze verwachtingen niet tegemoetgekomen. Indien de wetgever de bestaande instellingen voor sectorale bescherming en bevordering van de rechten van de mens handhaaft, waartoe hij trouwens gehouden is wanneer het gaat om instellingen die in de Grondwet verankerd zijn, zoals de Hoge Raad voor de Justitie [21-22], zou op zijn minst de verhouding tussen die instellingen en de federale instelling waarvan de oprichting beoogd wordt, geregeld moeten worden.

In het voormelde verslag van het Europees Bureau voor de Grondrechten wordt in dit verband het volgende gesteld :

'the establishment of an NHRI should support and connect the work already in existence by ensuring a coherent, coordinated, and comprehensive approach to human rights promotion and protection. Furthermore the experience gained in other bodies should also be capitalised upon. This could be done by ensuring that these entities are represented in the NHRI, or that coordination between these bodies is secured by an NHRI with an overarching mandate' [23].

De bepaling in artikel 3, e, van het voorstel, volgens welke '[de] Federale Mensenrechtencommissie […] tot taak [heeft] […] e) samen te werken met de Verenigde Naties en elke VN-instantie, alsook met de internationale en nationale instellingen die bevoegd zijn in verband met de bevordering en bescherming van de mensenrechten", is in dit opzicht ontoereikend' [24].

In dezelfde zin is, in een studie die in 2010 onder auspiciën van het *Office of the High Commissioner for Human Rights*[25] gepubliceerd is, op het volgende gewezen:

"An increasingly common phenomenon is multiple institutions in the same country with responsibility for promoting and protecting specific rights (e.g., rights related to gender, children or indigenous peoples).

Coordination among such NHRIs is recommended so that their functions and powers are used in a way that ensures the protection and promotion of human rights. The International Coordinating Committee and its Sub-Committee on Accreditation have

[19] *Voetnoot 19 van het geciteerde advies:* Europees Bureau voor de Grondrechten, "National Human Rights Institutions in the EU Member States. Strengthening the fundamental rights architecture in the EU", http://www.fra.europa.eu/fraWebsite/home/home en.htm, blz. 7.

[20] *Voetnoot 20 van het geciteerde advies: Ibid.*, blz. 8.

[21] *Voetnoot 21 van het geciteerde advies:* Artikel 151, §§ 2 en 3, van de Grondwet.

[22] *Voetnoot 22 van het geciteerde advies:* Het spreekt vanzelf dat de federale wetgever evenmin eenzijdig het bestaan in vraag kan stellen van vergelijkbare instellingen die opgericht zijn door de gemeenschappen en de gewesten, waarvan hierboven voorbeelden gegeven zijn.

[23] *Voetnoot 23 van het geciteerde advies: Loc. cit.*, blz. 54.

[24] *Parl.St.* Kamer 2010-2011, nr. Doc 53-418/2.

[25] UN, OCHHR (2010), *National Human Rights Institutions – History, Principles, Roles and Responsabilities*, Professional Training Series n°4 (Rev. 1), HR/P/PT/4/Rev. 1, United Nations Publication, New York/Genève, p. 19.

> acknowledged this development, which occurs in several regions of the world, and noted that when dealing with multiple national institutions, there are demonstrated strategies for improving collaboration, including memorandums of understanding or other agreements to address overlaps of competences and handle complaints or issues, and informal arrangements in which institutions transfer individual cases to the most relevant mechanism. This is the case in some countries where ombudsman institutions and NHRIs coexist (although care should be taken to ensure that complainants are not sent from pillar to post)".

3. Uit het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, blijkt dat het niet de bedoeling is dat het interfederaal Centrum als enige alle taken op zich neemt waarmee een "Institution nationale des droits de l'Homme" belast zou moeten worden volgens de "Beginselen van Parijs", zoals die hierboven geïnterpreteerd zijn. De taken van het interfederaal Centrum, opgesomd in artikel 3 van het samenwerkingsakkoord, beantwoorden niet aan hetgeen moet worden verstaan onder "un mandat aussi étendu que possible [couvrant] toutes [les] questions relatives à la protection et à la promotion des droits de l'homme" in de zin van de voornoemde Beginselen.

In artikel 3, § 3, van het samenwerkingsakkoord wordt weliswaar verwezen naar de "Principes van Parijs", maar dat geschiedt alleen om daaraan het vereiste te ontlenen van de onafhankelijkheid die het interfederaal Centrum aan de dag zal moeten leggen in de uitoefening van de taken die aan hem zijn opgedragen.

Volgens de "Principesnota" van 18 juli 2012, die bij de adviesaanvraag gevoegd is, is de oprichting van het interfederaal Centrum en van het federaal centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel een stap in een institutioneel proces dat nog niet afgerond is. De volgende stap zou de interfederalisering van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen zijn die tot stand zou worden gebracht door een samenwerkingsakkoord naar het model dat voor het interfederaal Centrum is gevolgd. De laatste stap zou zijnerzijds bestaan in de oprichting van een "Koepelinstituut voor de Mensenrechten", een "interfederale mensenrechteninstelling" opgericht "in overleg met de gemeenschappen en de gewesten", waarbij "met de bestaande instellingen" rekening zal worden gehouden. Volgens de voormelde nota "zal [deze toekomstige koepelinstelling] het interfederale centrum voor gelijke kansen en strijd tegen discriminatie en racisme en het interfederale Instituut voor Gelijkheid van vrouwen en mannen, evenals het centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel omvatten en hierbij zal voldoende zichtbaarheid worden gegeven aan specifieke doelgroepen zoals kinderen, personen met een handicap […]. Er zal tevens rekening worden gehouden met andere bestaande instellingen, op federaal en deelstatelijk niveau, die reeds een mensenrechtenmandaat uitoefenen".

Uit de bovenstaande uiteenzettingen (nr. 2) blijkt dat de "Beginselen van Parijs" niet *a priori* uitsluiten dat een "Institution nationale des droits de l'Homme" steunt op een structuur met verscheidene instellingen. Voor het overige en doordat de afdeling in dit stadium daartoe niet over voldoende gegevens beschikt, staat het niet aan die afdeling om een precieze, exhaustieve et definitieve uitspraak te doen over de overeenstemming met de voornoemde

Beginselen van de structuur met verscheidene instellingen die concreet geschetst wordt in de Principesnota die hierboven is vermeld.

Hoe dan ook is het de afdeling Wetgeving nu reeds duidelijk dat die overeenstemming beter gegarandeerd zou zijn als het takenpakket van elke instelling die een onderdeel van die structuur zou moeten vormen duidelijk afgebakend zou worden ten opzichte van dat van de andere – op voorwaarde dat daarbij terdege rekening zou worden gehouden met de regels ter verdeling van de relevante bevoegdheden ter zake tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten – en als elke instelling, wat haar eigen interne werking betreft, steunt op een voldoende duidelijke verdeling van de taken tussen de onderscheiden organen waaruit ze bestaat. Een dergelijke transparantie in de afbakening van de takenpakketten en in de verdeling van de taken is niet alleen een voorwaarde voor een efficiënte coördinatie binnen de in het vooruitzicht gestelde structuur met verscheidene instellingen, maar ook voor de toegankelijkheid van die structuur voor al degenen ten behoeve van wie ze opgericht wordt. Het is in het licht van die vaststelling dat de afdeling Wetgeving de onderscheiden bijzondere opmerkingen formuleert van dit advies, alsook de algemene opmerkingen van advies 52.676/VR over een voorontwerp van wet 'tot aanpassing van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding met het oog op de omvorming ervan tot een federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel', dat vandaag is uitgebracht.

B. Onafhankelijkheid van het interfederaal Centrum en pluralistische samenstelling van de organen ervan

4. Zoals hierboven aangegeven is, wordt in artikel 3, § 3, van het samenwerkingsakkoord bepaald dat het interfederaal Centrum in de uitoefening van zijn opdrachten volkomen onafhankelijk is, overeenkomstig de Beginselen van Parijs. De noodzaak om zich te houden aan het vereiste van onafhankelijkheid die uit de voormelde Beginselen voortvloeit, is voor België een juridische verplichting, aangezien België van het interfederaal Centrum de instelling wil maken die belast wordt met de taken vermeld in artikel 13[26] van richtlijn 2000/43/EG van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming, en in artikel 33, lid 2[27], van het

[26] "1. De lidstaten wijzen een orgaan of organen aan voor de bevordering van gelijke behandeling van alle personen, zonder discriminatie op grond van ras of etnische afstamming. Deze organen kunnen deel uitmaken van instanties die op nationaal vlak zijn belast met de verdediging van de mensenrechten of de bescherming van de rechten van het individu.
2. De lidstaten zorgen ervoor dat die organen onder meer bevoegd zijn om:
- onverminderd het recht van slachtoffers en van de in artikel 7, lid 2, bedoelde verenigingen, organisaties of andere rechtspersonen, onafhankelijke bijstand te verlenen aan slachtoffers van discriminatie bij de afwikkeling van hun klachten betreffende discriminatie;
- onafhankelijke onderzoeken over discriminatie te verrichten;
- onafhankelijke verslagen te publiceren en aanbevelingen te doen over elk onderwerp dat met dergelijke discriminatie verband houdt".

[27] "In overeenstemming met hun rechts- en administratieve systeem onderhouden en versterken de Staten die Partij zijn op hun grondgebied een kader, met onder meer een of meer onafhankelijke instanties, al naargelang, om de uitvoering van dit Verdrag te bevorderen, te beschermen en op te volgen of wijzen daarvoor een instantie aan of richten die op. Bij het aanwijzen of oprichten van een dergelijke instantie houden de Staten die Partij zijn rekening

Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap.

In de "Beginselen van Parijs" wordt het volgende gesteld:

"1. La composition de l'institution nationale et la désignation de ses membres, par voie élective ou non, doivent être établies selon une procédure présentant toutes les garanties nécessaires pour assurer la représentation pluraliste des forces sociales (de la société civile) concernées par la protection et la promotion des droits de l'homme, notamment par des pouvoirs permettant d'établir une coopération effective avec, ou par la présence, de représentants:

- Des organisations non gouvernementales compétentes dans le domaine des droits de l'homme et de la lutte contre la discrimination raciale, des syndicats, des organisations socio-professionnelles intéressées, notamment de juristes, médecins, journalistes et personnalités scientifiques;

- Des courants de pensées philosophiques et religieux;

- D'universitaires et d'experts qualifiés;

- Du parlement;

- Des administrations (s'ils sont inclus, ces représentants ne participent aux délibérations qu'à titre consultatif).

2. L'institution nationale dispose d'une infrastructure adaptée au bon fonctionnement de ses activités, en particulier de crédits suffisants. Ces crédits devraient avoir notamment pour objet de lui permettre de se doter de personnel et de locaux propres, afin d'être autonome vis-à-vis de l'Etat et de n'être soumise qu'à un contrôle financier respectant son indépendance.

3. Pour la stabilité du mandat des membres de l'institution, sans laquelle il n'est pas de réelle indépendance, leur nomination est faite par un acte officiel précisant, pour une période déterminée, la durée du mandat. Il peut être renouvelable, sous réserve que demeure garanti le pluralisme de sa composition".

In zijn General Observations van de 2009[28] heeft het *Sub-Committee on Accreditation* van het *International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC)* de volgende interpretatie gegeven van de voormelde Beginselen:

"2. Composition and guarantees of independence and pluralism.

2.1. Ensuring pluralism: The Sub-Committee notes there are diverse models of ensuring the requirement of pluralism set out in the Paris Principles. However, the Sub-Committee emphasizes the importance of National Institutions to maintain consistent relationships with civil society and notes that this will be taken into consideration in the assessment of accreditation applications.

The Sub-Committee observes that there are different ways in which pluralism may be achieved through the composition of the National Institution, for example:

---

met de beginselen betreffende de status en het functioneren van nationale instellingen voor de bescherming en bevordering van de rechten van de mens".

[28] Die opmerkingen zijn opgenomen als bijlage bij het *Handbook on the Establishment and Accreditation of National Human Rights Institutions in the European Union,* bekendgemaakt door het Agentschap voor de fundamentele rechten van de Europese Unie (2012).

a) Members of the governing body represent different segments of society as referred to in the Paris Principles;

b) Pluralism through the appointment procedures of the governing body of the National Institution, for example, where diverse societal groups suggest or recommend candidates;

c) Pluralism through procedures enabling effective cooperation with diverse societal groups, for example advisory committees, networks, consultations or public forums; or

d) Pluralism through diverse staff representing the different societal groups within the society.

The Sub-Committee further emphasizes that the principle of pluralism includes ensuring the meaningful participation of women in the National Institution.

2.2. Selection and appointment of the governing body: The Sub-Committee notes the critical importance of the selection and appointment process of the governing body in ensuring the pluralism and independence of the National Institution. In particular, the Sub-Committee emphasizes the following factors:

a) A transparent process

b) Broad consultation throughout the selection and appointment process

c) Advertising vacancies broadly

d) Maximizing the number of potential candidates from a wide range of societal groups

e) Selecting members to serve in their own individual capacity rather than on behalf of the organization they represent.

2.3. Government representatives on National Institutions: The Sub- Committee understands that the Paris Principles require that Government representatives on governing or advisory bodies of National Institutions do not have decision making or voting capacity.

2.4. Staffing by secondment: In order to guarantee the independence of the NHRI, the Sub-Committee notes, as a matter of good practice, the following:

a) Senior level posts should not be filled with secondees;

b) The number of seconded should not exceed 25% and never be more than 50% of the total workforce of the NHRI.

2.5. Immunity: It is strongly recommended that provisions be included in national law to protect legal liability for actions undertaken in the official capacity of the NHRI.

2.6. Adequate Funding: Provision of adequate funding by the state should, as a minimum include:

a) the allocation of funds for adequate accommodation, at least its head office;

b) salaries and benefits awarded to its staff comparable to public service salaries and conditions;

c) remuneration of Commissioners (where appropriate); and

d) the establishment of communications systems including telephone and internet.

Adequate funding should, to a reasonable degree, ensure the gradual and progressive realization of the improvement of the organization's operations and the fulfillment of their mandate.

Funding from external sources, such as from development partners, should not compose the core funding of the NHRI as it is the responsibility of the state to ensure the NHRI's minimum activity budget in order to allow it to operate towards fulfilling its mandate.

Financial systems should be such that the NHRI has complete financial autonomy. This should be a separate budget line over which it has absolute management and control.

2.7. Staff of an NHRI: As a principle, NHRIs should be empowered to appoint their own staff.

2.8. Full-time Members:

Members of the NHRIs should include full-time remunerated members to:

a) Ensure the independence of the NHRI free from actual or perceived conflict of interests;

b) Ensure a stable mandate for the members;

c) Ensure the ongoing and effective fulfillment of the mandate of the NHRI.

2.9. Guarantee of tenure for members of governing bodies Provisions for the dismissal of members of governing bodies in conformity with the Paris Principles should be included in the enabling laws for NHRIs.

a) The dismissal or forced resignation of any member may result in a special review of the accreditation status of the NHRI;

b) Dismissal should be made in strict conformity with all the substantive and procedural requirements as prescribed by law;

c) Dismissal should not be allowed based on solely the discretion of appointing authorities.

2.10. Administrative regulation The classification of an NHRI as a public body has important implications for the regulation of its accountability, funding, and reporting arrangements.

In cases where the administration and expenditure of public funds by an NHRI is regulated by the Government, such regulation must not compromise the NHRI's ability to perform its role independently and effectively. For this reason, it is important that the relationship between the Government and the NHRI be clearly defined".

5. Volgens de afdeling Wetgeving doet niets in het samenwerkingsakkoord waarbij het interfederaal Centrum wordt opgericht, vermoeden dat dit Centrum en de organen waaruit het bestaat niet volledig zouden beantwoorden aan de vereisten van onafhankelijkheid en pluralisme die voortkomen uit de "Beginselen van Parijs", zoals die geïnterpreteerd worden door het *Sub-Committee on Accreditation.* Dat de leden van de interfederale raad van bestuur (artikel 8, § 1, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord) en de bijkomende leden van elk van de vier kamers (artikel 8, § 3, vierde lid) via parlementaire weg worden aangewezen, is een waarborg zowel voor de onafhankelijkheid als voor het pluralisme van de organen waarnaar aldus wordt verwezen. De criteria voor de selectie van de leden (artikel 8, § 2), de duur van hun mandaat (artikel 8, § 5), de onverenigbaarheden die voor hen gelden (artikel 8, § 7), en het feit dat ze op generlei wijze bestempeld worden als "vertegenwoordigers" van de federale overheid of de deelentiteit die hen heeft aangewezen, lijken volledig in de lijn te liggen van hetgeen de Beginselen van Parijs vereisen op het stuk van onafhankelijkheid en pluralisme. Voor het pluralistische aspect wordt eveneens gezorgd door de vereisten inzake taalpariteit en genderpariteit vervat in artikel 8, §§ 1, 3 et 4 en artikel 11, § 1, van het samenwerkingsakkoord.

De Raad van State vestigt evenwel de aandacht op het feit dat het doel dat nagestreefd wordt met artikel 8, § 2, van het samenwerkingsakkoord – namelijk ervoor zorgen dat de interfederale raad van bestuur en de kamers "zo pluralistisch mogelijk" samengesteld zijn – wellicht makkelijker gehaald zou worden als voorzien zou worden in een vorm van overleg tussen de onderscheiden parlementen die een deel van de respectieve leden ervan dienen aan te wijzen. Voorts valt niet in te zien hoe het resultaat dat beoogd wordt in artikel 8, § 4, van het samenwerkingsakkoord, namelijk de toekenning van het covoorzitterschap van de raad van bestuur aan twee personen die noch van hetzelfde geslacht, noch van dezelfde taalrol zijn, bereikt kan worden zonder overleg tussen de twee groepen van de raad van bestuur die, elk afzonderlijk, een van beide covoorzitters dienen aan te wijzen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

SAMENWERKINGSAKKOORD

Aanhef

6. In de Franse tekst van het samenwerkingsakkoord dient in het derde lid van de aanhef verwezen te worden naar "la directive 2000/43/CE".

7. In de Franse tekst van het samenwerkingsakkoord dient in het vierde lid van de aanhef de zinsnede "Vu la directive 2000/43/CE," weggelaten te worden.

Artikel 2

8. In artikel 2, § 3, van het samenwerkingsakkoord wordt gewag gemaakt van "een toegankelijke locatie overeenkomstig de bepalingen van de Gewestelijk Stedenbouwkundige Verordening, Titel VI van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest". Titel VI van die verordening

heeft betrekking op "reclame en uithangborden"; wellicht wordt titel IV bedoeld ("toegankelijkheid van gebouwen voor personen met een beperkte mobiliteit").

Artikel 3

9. Voor een betere aansluiting bij de gebruikelijke terminologie in de ter zake relevante antidiscriminatiewetgeving van de federale overheid en de deelgebieden en voor een betere overeenstemming met de Nederlandse tekst van het samenwerkingsakkoord, dient in artikel 3, § 1, a), van de Franse tekst van het samenwerkingsakkoord het begrip "conviction syndicale" ("syndicale overtuiging")[29] gebezigd te worden in plaats van "appartenance syndicale".

10. In artikel 3, § 1, b, van het samenwerkingsakkoord dient de verwijzing naar het Verdrag van de Verenigde Naties van 13 december 2006 'inzake de rechten van personen met een handicap' overeen te stemmen met het officiële opschrift van dat verdrag.

Artikel 6

11. Artikel 6, § 3, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord is zowel in de Nederlandse als in de Franse tekst onbegrijpelijk geformuleerd.

Inhoudelijk lijkt het niet logisch om het recht van het interfederaal Centrum om in rechte op te treden te doen afhangen van het akkoord van de "persoon die de meldingen heeft verricht", tenminste wanneer die persoon zelf niet het slachtoffer is[30]. Als het de bedoeling is van de stellers van het samenwerkingsakkoord om enkel het recht van het interfederaal Centrum om in rechte op te treden te doen afhangen van het akkoord van het slachtoffer indien het bekend is, dan is artikel 6, § 4, van het samenwerkingsakkoord voldoende om die bedoeling weer te geven. In die context zou het aangewezen zijn in artikel 6, § 3, tweede lid, de zinsnede ",mits het akkoord van de persoon die de meldingen heeft gedaan, ofwel in rechte op te treden als het slachtoffer onbekend is" weg te laten.

12. De lijst van wetgevende teksten op basis waarvan het interfederaal Centrum in rechte mag optreden, vastgesteld in artikel 6, § 3, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord, is een bron van moeilijkheden en is in menig opzicht vatbaar voor kritiek.

Vooreerst blijkt dat sommige van de opgesomde wetgevende teksten inmiddels al opgeheven zijn en bijgevolg niet vermeld zouden mogen worden. Dat geldt onder andere voor het decreet van Duitstalige Gemeenschap van 17 mei 2004 'betreffende de garantie van een gelijke

[29] Zie artikel 2, 4°, van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 maart 2012 'ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie'; artikel 3, 3°, van het decreet van het Waals Gewest van 6 november 2008 'ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie'; artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 'ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie'.

[30] Vergelijk namelijk met het voorschrift in artikel 33 van de wet van 30 juli 1981 'tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie' ingegeven daden met artikel 31 van de wet van 10 mei 2007 'ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie'.

behandeling op de arbeidsmarkt', dat opgeheven is bij artikel 41 van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 maart 2012 'ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie'. Het geldt eveneens voor de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 juni 2003 'betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest', die opgeheven is bij artikel 33 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 juli 2011 'betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'[31].

Voorts is het onnodig om in de lijst het decreet op te nemen van het Waals Gewest van 19 maart 2009 'tot wijziging, wat het toepassingsgebied betreft, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding'. Dat decreet had immers als enig doel de wijziging van het voornoemde decreet van 6 november 2008. De vermelding van enkel dat laatste decreet in de lijst zou in een keer alle wijzigingen omvatten die het ondergaan heeft sinds het aangenomen is, alsook de wijzigingen die het naderhand nog zou kunnen ondergaan. Dezelfde opmerking geldt voor het decreet van het Waals Gewest van 12 januari 2012 'betreffende de strijd tegen bepaalde vormen van discriminatie'[32], waarvan het enige doel de wijziging was van het voornoemde decreet van 6 november 2008.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de strekking is van de vermelding in de lijst van de wet van 10 mei 2007 'tot aanpassing van het Gerechtelijk Wetboek aan de wetgeving ter bestrijding van discriminatie en tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden', en van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 september 2008 'ertoe strekkende een diversiteitsbeleid te bewerkstelligen in het Brussels ambtenarenapparaat'. Op grond van hun inhoud[33] lijken die twee wetgevende regels immers *a priori* geen aanleiding te kunnen geven tot enigerlei geschil waarin de erkenning van het vorderingsrecht van het interfederaal Centrum enige relevantie zou kunnen vertonen.

De Raad van State vraagt zich ten slotte af waarom de opgenomen lijst geen gewag maakt van titel IX van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 2003 'houdende de Brusselse Huisvestingscode'. Volgens artikel 176 van die code heeft titel IX immers "tot doel, met betrekking tot de toegang tot woning, een algemeen kader te

[31] Dat artikel 33 zou overeenkomstig het bepaalde in artikel 35 van dezelfde ordonnantie, pas in werking treden op de datum vastgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijk Regering. Bij het besluit van 12 juli 2012 (art. 46) is die datum vastgesteld op 1 oktober 2012 (Zie artikel 46 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2012 houdende de uitvoering van de ordonnantie van 14 juli 2011 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, BS, 1 oktober 2012)

[32] Het opschrift van dat in het samenwerkingsakkoord vermelde decreet is bovendien niet correct. Het gaat in werkelijkheid om het decreet van de Waals Gewest van 12 januari 2012 'tot wijziging van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie' (BS, 23 januari 2012).

[33] De ordonnantie van 4 september 2008 stelt een regeling in van gewestsubsidies ten voordele van openbare instellingen (gemeentes, intercommunales, gemeentelijk vzw's) die een diversiteitsplan uitwerken in het kader van hun personeelswerving. De wet van 10 mei 2007 wijzigt op haar beurt sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek om de bevoegdheid te regelen van de hoven en de rechtbanken met betrekking tot geschillen naar aanleiding van de toepassing van de andere antidiscriminatiewetten van 10 mei 2007 en van de wet van 30 juli 1981. Ze organiseert voorts het vorderingsrecht van het openbaar ministerie en de mededeling van de zaak aan het openbaar ministerie in het kader van die geschillen.

creëren voor de bestrijding van discriminatie op grond van geslacht, zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationaliteit, nationale of etnische afstamming, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst". Die titel IX is ingevoegd in de Brusselse Huisvestingscode bij een ordonnantie van 19 maart 2009 waarvan artikel 2 het volgende bepaalt:

> "Deze ordonnantie dient tot de omzetting, voor wat huisvesting betreft, van richtlijn 2000/43/EG van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming en van richtlijn 2004/113/EG van 13 december 2004 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen bij de toegang tot en het aanbod van goederen en diensten".

Om dezelfde reden is het de Raad van State niet duidelijk waarom in de lijst geen gewag gemaakt wordt van hoofdstuk V*bis* van de wet van 4 augustus 1996 'betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk', waarvan artikel 32*duodecies,* eerste lid, 5°, aan het huidige Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding het recht geeft om in rechte op te treden.

Artikelen 8 en 9

13. Artikel 8, § 3, vierde lid, preciseert niet of de aanwijzing van de bijkomende leden van de kamers moet beantwoorden aan de regel van de genderpariteit die van toepassing is op de basissamenstelling van de kamers, overeenkomstig artikel 8, § 1, eerste lid.

14. Naar luid van artikel 8, §§ 1 tot 3, van het samenwerkingsakkoord wordt het interfederaal Centrum beheerd door een paritair samengestelde interfederale raad van bestuur, die vergadert in voltallige zitting of in vier beperkte kamers: een paritair samengestelde federale kamer, die de tien leden omvat die worden aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers, een Vlaamse kamer, die de vier leden omvat die worden aangewezen door het Vlaams Parlement, een Franstalige kamer, die de twee leden omvat die worden aangewezen door het Waals Parlement en de twee leden die worden aangewezen door het Franse Gemeenschapsparlement en een paritair samengestelde Brusselse kamer, die de twee leden omvat die worden aangewezen door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement. De Franstalige kamer wordt aangevuld met het lid dat wordt aangewezen door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap. Dit lid neemt ook deel aan de debatten in de interfederale raad van bestuur "in de materies die de bevoegdheden aangaan van de Duitstalige Gemeenschap".

Overeenkomstig artikel 9, § 3, van het samenwerkingsakkoord worden de dossiers over deze kamers verdeeld "volgens de regelgeving waarvoor zij de exclusieve bevoegdheid hebben". De interfederale raad van bestuur is evenwel in voltallige zitting bevoegd voor de "dossiers die een gedeelde bevoegdheid hebben (lees: betreffen) tussen de gemeenschappen of gewesten en de federale overheid". De interfederale raad van bestuur neemt ook in voltallige zitting beslissingen "in geval van geschillen tussen twee kamers". Naar luid van artikel 10, § 2, tiende streepje, van het samenwerkingsakkoord is de interfederale raad van bestuur tevens bevoegd voor "het nemen van gezamenlijk[e] initiatieven in aangelegenheden die onder de

respectieve bevoegdheden van de kamers vallen waarvoor een meerderheid van de leden van een of meerdere kamers om een gezamenlijke behandeling verzoekt".

15. De bevoegdheidsverdeling tussen de interfederale raad van bestuur enerzijds en de kamers moet met het oog op een werkzame regeling die tevens rekening houdt met de autonomie van de betrokken overheden, voldoende duidelijk zijn.

15.1. In de eerste plaats rijst de vraag wat precies moet worden begrepen onder "gedeelde bevoegdheid"[34]. Wellicht worden daarmee dossiers bedoeld waarin onlosmakelijke elementen voorkomen die tot de bevoegdheid van meer dan één kamer moeten worden gerekend, maar dit dient meer precies te worden bepaald in het samenwerkingsakkoord. Indien het zou volstaan dat een dossier op slechts zeer zijdelingse wijze een verband vertoont met de bevoegdheid van een andere kamer, opdat het niet langer geacht kan worden tot de exclusieve bevoegdheid van één kamer te behoren en het van rechtswege door de interfederale raad van bestuur zou worden behandeld, worden de eigen bevoegdheden van de verscheidene kamers op een onevenredige wijze uitgehold. Het criterium "gedeelde bevoegdheid" zou bijgevolg nader moeten worden omschreven in de tekst van het samenwerkingsakkoord op een wijze die recht doet aan het uitgangspunt van de exclusieve bevoegdheden van de verscheidene kamers, zoals verwoord in artikel 9, § 3, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord.

15.2. In de tweede plaats is het niet duidelijk wat wordt bedoeld met "geschillen tussen twee kamers"[35]. Indien hiermee wordt bedoeld dat geschillen over de toewijzing van een dossier aan een welbepaalde kamer door de interfederale raad van bestuur moeten worden opgelost, zou dit met zoveel woorden in het samenwerkingsakkoord moeten worden verduidelijkt. Indien het daarentegen de bedoeling zou zijn dat de interfederale raad van bestuur bevoegd zou worden in geval van onderling afwijkende inhoudelijke standpunten in de verscheidene kamers, rijst opnieuw de vraag of de eigen bevoegdheden van de verscheidene kamers niet op een onevenredige wijze worden uitgehold, aangezien een dossier daarmee kan worden onttrokken aan een kamer indien wordt vastgesteld dat een andere kamer over de betrokken kwestie een ander standpunt huldigt.

15.3. In de derde plaats zou in het samenwerkingsakkoord, of op zijn minst in de memorie van toelichting moeten worden verduidelijkt wat moet worden begrepen onder "gezamenlijke initiatieven in aangelegenheden die onder de respectieve bevoegdheden van de kamers vallen en waarvoor een meerderheid van de leden van een of meerdere kamers om een gezamenlijke behandeling verzoekt"[36]. Volstaat het dat de meerderheid van de leden van één kamer om een gezamenlijke behandeling verzoeken over een aangelegenheid die zij aanwijst, opdat de interfederale raad van bestuur bevoegd wordt om dienaangaande "gezamenlijke initiatieven" uit te werken met een absolute meerderheid van de stemmen? Op zijn minst zouden hiervan enkele voorbeelden moeten worden gegeven.

---

[34] Artikel 9, § 3, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord.

[35] Artikel 9, § 3, derde lid, van het samenwerkingsakkoord.

[36] Artikel 10, § 2, tiende streepje, van het samenwerkingsakkoord.

16. De vraag welk het bevoegde orgaan is dat beslist om in rechte op te treden moet op een duidelijke en ondubbelzinnige manier geregeld worden, zodat de ontvankelijkheid van de rechtsvorderingen ingesteld door het interfederaal Centrum niet betwist kan worden op dat punt. Volgens artikel 10, § 2, achtste streepje, van het samenwerkingsakkoord lijkt de beslissing om in rechte te treden zonder enig voorbehoud uit te gaan van de interfederale raad van bestuur. Artikel 10*bis*, § 2, negende streepje, van hetzelfde samenwerkingsakkoord bepaalt echter, zonder extra verduidelijking of voorbehoud: "De kamers zijn gemachtigd in rechte op te treden overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 3"[37]. Daarin zit een dubbelzinnigheid vervat die weggenomen dient te worden.

17.1. De bevoegdheden van de verscheidene kamers onderling worden ook niet op voldoende duidelijke wijze afgebakend.

17.2. Vooreerst wordt in het samenwerkingsakkoord niet uitdrukkelijk bepaald voor welke zaken de kamers exclusief bevoegd zijn. Gelet op de regeling in artikel 8, § 3, van het samenwerkingsakkoord omtrent de samenstelling van de kamers, kan wellicht aangenomen worden dat de federale kamer bevoegd is voor dossiers die de bevoegdheid van de federale overheid betreffen, dat de Vlaamse, de Franstalige en de Brusselse kamer telkens bevoegd zijn voor dossiers die aansluiten op de bevoegdheden van de parlementen die de leden van deze kamers aanwijzen. Een dergelijke fundamentele regel als de bevoegdheden van de verscheidene kamers zou beter uitdrukkelijk worden opgenomen in het samenwerkingsakkoord.

17.3. Daarenboven is het niet duidelijk welk orgaan van het interfederaal Centrum de dossiers zal behandelen die betrekking hebben op bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, die nochtans beide partij zijn bij het samenwerkingsakkoord. Meer zelfs, er is voor beide overheden niet eens voorzien in een aanwijzing van leden in deze organen of in enige inspraak bij de samenstelling ervan. In zoverre daardoor eigen bevoegdheden van deze overheden worden opgedragen aan een gemeenschappelijke instelling zoals aan het interfederaal Centrum zonder dat daarbij wordt voorzien in een aanwijzing van leden of in enige inspraak bij de samenstelling ervan, ligt een afstand van bevoegdheden voor die strijdig is met de bevoegdheidsverdelende regels.

De tekst van het samenwerkingsakkoord moet bijgevolg aangevuld worden wat betreft die kwesties, met name wat betreft de wijze van aanwijzing van de leden van de interfederale raad van bestuur die zitting hebben namens de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie en wat betreft de vraag welke kamers, en in welke samenstelling, de zaken zullen onderzoeken die tot de exclusieve bevoegdheid behoren van die twee machtsniveaus.

17.4. Het is evenmin duidelijk door welk orgaan van het interfederaal Centrum de dossiers worden behandeld die betrekking hebben op bevoegdheden van de Duitstalige Gemeenschap. Naar luid van artikel 8, § 3, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord wordt de Franstalige kamer "aangevuld" met een lid dat aangeduid wordt door het Parlement van de

[37] De formulering van die bepaling is juridisch niet correct, aangezien het niet de kamers zelf zijn die beschikken over het vorderingsrecht maar wel degelijk het interfederaal Centrum. Hooguit kan gesteld worden dat de kamers bevoegd zijn om te beslissen om al dan niet gebruik te maken van het vorderingsrecht van het Centrum.

Duitstalige Gemeenschap. Overeenkomstig artikel 8, § 1, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord "maakt [dit lid] deel uit van de Franstalige kamer". Daaruit kan evenwel nog niet op sluitende wijze worden opgemaakt dat de dossiers die de Duitstalige Gemeenschap exclusief betreffen, gerekend moeten worden tot de dossiers die de Franstalige kamer op grond van artikel 9, § 3, van het samenwerkingsakkoord behandelt omdat zij er exclusief bevoegd voor is. Daar komt nog bij dat in artikel 8, § 1, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord wel de deelname van het lid, aangeduid door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap aan de debatten en aan de besluitvorming in de interfederale raad van bestuur wordt geregeld, terwijl er geen enkele bepaling wordt gewijd aan zijn deelname aan de debatten en aan de besluitvorming in de Franstalige kamer. Zelfs indien men aanneemt dat het lid, aangeduid door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap op volwaardige wijze aan de debatten en aan de besluitvorming in de Franstalige kamer deelneemt voor dossiers die de Duitstalige Gemeenschap exclusief betreffen, is niet duidelijk welke rol hij speelt bij dossiers die de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest exclusief betreffen.

Artikel 8, § 1, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord bepaalt voorts dat de interfederale raad van bestuur wordt "aangevuld" met een lid, aangeduid door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap "voor de materies die ook betrekking hebben op de Duitstalige Gemeenschap" (in de Franse tekst: "pour les matières qui concernent la Communauté germanophone"). De draagwijdte van die bepaling is evenmin duidelijk[38] en moet worden verduidelijkt, zodat kan worden uitgemaakt voor welke dossiers die de Duitstalige Gemeenschap niet exclusief betreffen, het lid, aangeduid door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap kan deelnemen aan de debatten en aan de besluitvorming in de interfederale raad van bestuur.

Samenvattend kan worden gesteld dat het samenwerkingsakkoord een grote dubbelzinnigheid laat bestaan aangaande de positie en de bevoegdheid van het lid, aangeduid door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap en dat de tekst van het samenwerkingsakkoord op dit punt moet worden gepreciseerd.

Artikel 10

18. De interfederale raad van bestuur is overeenkomstig artikel 10, § 3, van het samenwerkingsakkoord bevoegd om zijn huishoudelijk reglement op te stellen.

In dat verband dient eraan te worden herinnerd dat het verlenen van verordenende bevoegdheid aan een openbare instelling in beginsel niet in overeenstemming is met de algemene publiekrechtelijke beginselen omdat erdoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en een rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de

[38] Op dit punt strookt de Nederlandse tekst van artikel 8, § 1, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord niet met de memorie van toelichting, aangezien uit die memorie van toelichting veeleer moet worden opgemaakt dat het Duitstalige lid enkel deelneemt aan de beslissingen die de exclusieve bevoegdheden van de Duitstalige Gemeenschap betreffen, terwijl in de Nederlandse tekst van de aangehaalde bepaling gewag wordt gemaakt van "materies die ook betrekking hebben op de Duitstalige Gemeenschap", waaruit kan worden opgemaakt dat het Duitstalige lid ook deelneemt aan beslissingen die niet enkel de exclusieve bevoegdheden van de Duitstalige Gemeenschap betreffen. De Franse tekst van artikel 8, § 1, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord is op dat punt minder duidelijk.

bekendmaking en de preventieve controle van de Raad van State, afdeling Wetgeving. Dergelijke delegaties kunnen dan ook enkel worden gebillijkt om praktische redenen en in de mate dat zij een zeer beperkte of een hoofdzakelijk technische draagwijdte hebben, en er mag worden van uitgegaan dat de instellingen die de betrokken reglementering dienen toe te passen of er toezicht op uitoefenen, ook het best geplaatst zijn om deze met kennis van zaken uit te werken.

Er kan te dezen wel worden aangenomen dat de interfederale raad van bestuur het best geplaatst is om zijn huishoudelijk reglement vast te stellen. Deze bevoegdheid kan, om in overeenstemming te zijn met de zo-even aangehaalde beginselen, enkel evenwel betrekking hebben op de interne organisatie van de interfederale raad van bestuur. Er kunnen met name geen bepalingen in het huishoudelijk reglement worden opgenomen die rechten verlenen of verplichtingen opleggen aan derden, zoals bijvoorbeeld aan personen die zich tot het interfederaal Centrum wenden. Bovendien moeten deze bepalingen een zeer beperkte of een hoofdzakelijk technische draagwijdte hebben.

SLOTOPMERKINGEN

19. Zowel de Nederlandse als de Franse tekst van het samenwerkingsakkoord zijn hoogst onzorgvuldig opgesteld, zowel wat betreft taalkundige correctheid als wat betreft de overeenstemming met de andere taalversie.

Zonder dat hierbij volledigheid wordt betracht, dient op dat punt verwezen te worden naar de volgende voorbeelden.

- In de Nederlandse tekst van het opschrift van het samenwerkingsakkoord wordt in de benaming van het interfederaal Centrum "bestrijding van discriminatie en racisme" vermeld, terwijl in de Franse tekst gewag wordt gemaakt van "la lutte contre le racisme et les discriminations". De twee taalversies moeten op dit punt op elkaar worden afgestemd.

- In artikel 5, eerste lid, 2°, van de Franse tekst schrijve men "personne privée".

- In artikel 6, § 1, derde lid, van de Franse tekst is het begrip "domaine de fonctionnement" niet duidelijk. Wellicht is "ressort" verkieselijk.

- In artikel 6, § 3, van de Franse tekst, schrijve men "dans les limites de la liste" en niet "endéans les limites de la liste".

- In artikel 8, § 1, eerste lid, eerste streepje, schrijve men in de Nederlandse tekst: "maximaal 5 van hetzelfde geslacht" in plaats van "maximaal van hetzelfde geslacht".

- In artikel 8, § 1, tweede lid wordt in de Nederlandse tekst gewag gemaakt van "de materies die ook betrekking hebben op de Duitstalige gemeenschap", terwijl in de Franse tekst melding wordt gemaakt van "les matières qui concernent la Communauté germanophone". Zie in dat verband opmerking 17.3.

- In artikel 8, § 2, schrijve men in de Nederlandse tekst "respectieve parlementen" in plaats van "respectieve parlement".

- In artikel 8, § 7, eerste streepje, van de Franse tekst schrijve men "le mandat de membre du Parlement européen" en niet "le mandat du Parlement européen"

- In artikel 8, § 7, tweede streepje, schrijve men in de Nederlandse tekst "gewestelijke staatssecretaris" en in het vierde streepje schrijve men "lid van een ministerieel kabinet of van een beleidscel".

- In artikel 9, § 1, tweede lid, schrijve men in de Nederlandse tekst "binnen een termijn die ze zelf bepalen". Deze zinsnede moet bovendien ook worden opgenomen in de Franse tekst.

- In artikel 9, § 1, vierde lid, schrijve men in de Nederlandse tekst "de beslissingen in de kamers" in plaats van "de beslissingen in de raad van bestuur van de kamers".

- In artikel 9, § 3, tweede lid, schrijve men in de Nederlandse tekst "betreffen" in plaats van "hebben".

- In artikel 10*bis*, § 2, moeten de zinsneden in het vijfde tot het negende streepje in de Nederlandse tekst grammaticaal aansluiten bij de inleidende zin.

- In artikel 11, § 1, schrijve men in de Nederlandse tekst "verschillend geslacht" in plaats van "verschillende geslacht".

- In artikel 11, § 2, tweede lid, schrijve men in de Nederlandse tekst "Belgisch Staatsblad" in plaats van "Belgische Staatsblad".

- In artikel 12, § 3, schrijve men: "Personeelsleden [… kunnen".

- In artikel 13, eerste lid, schrijve men in de Nederlandse tekst "de interfederale raad van bestuur".

- In artikel 13, tweede lid, schrijve men in de Nederlandse tekst "de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

- In de artikelen 15 en 16 vervange men in de Nederlandse tekst telkens het woord "tussenkomst" door het woord "bijdrage" en schrijve men telkens "in afwijking van" in plaats van "in afwijking op".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Marnix VAN DAMME